

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022

LA SOLIDARITÉ POST-COVID



FONDS
SOLIDARITE SIDA
AFRIQUE

SOMMAIRE

LES MOTS DES PRÉSIDENTS 3

CONTEXTE 2022 4

DANS LE MONDE 5

EN FRANCE 7

SOLIDARITÉ SIDA ET LE FSSA EN BREF 11

**SOLIDARITÉ SIDA
ET LE FSSA EN ACTION 14**

SOLIDARITÉ SIDA ET LE FSSA FIDÈLES À LEURS
ENGAGEMENTS ENVERS LES PLUS DÉMUNI·E·S 15

UN ACCOMPAGNEMENT SUR MESURE
DES ASSOCIATIONS PARTENAIRES 23

LA PRÉVENTION EN 2022 32

SORTIR DE LA CRISE DU COVID-19 34

SOLIDAYS 2022 36

LA SYNTHÈSE EN CHIFFRES 39

RAPPORT FINANCIER 40

LE MOT DU TRÉSORIER41

LES GRANDS AXES DE GESTION43

COMPTE DE RÉSULTAT ET BILAN48

ANNEXE : LES PROGRAMMES SOUTENUS... 50



GLOSSAIRE

ARV : Antirétroviral (traitement contre la réplication du VIH)

DSSR : Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive

HSH : Hommes ayant des rapports Sexuels avec des Hommes

IST : Infections Sexuellement Transmissibles

LGBTQI + : Lesbienne, Gay, Bi, Trans, Queer et Intersexué·e

MENA : Middle East North Africa (Afrique du Nord - Moyen-Orient)

OEV : Orphelins et Enfants Vulnérables

PEC : Prise En Charge

PrEP : Prophylaxie Pré-Exposition

PVIH : Personne Vivant avec le VIH

Sida : Syndrome d'immunodéficience acquise

TasP : « Treatment as Prevention »

TS : Travailleur·se·s du Sexe

TPE : Traitement Post Exposition

TROD : Test Rapide à Orientation Diagnostic

UDI : Usager·e·s de Drogues par Injection

VIH : Virus de l'Immunodéficience Humaine

LES MOTS DES PRÉSIDENTS

RENOUER AVEC UNE DYNAMIQUE DE PROGRÈS



2022 a été une année contrastée. Si elle s'affichait comme l'an 1 post-COVID, synonyme de grand retour des libertés individuelles, elle s'est aussi révélée être une année de constat des effets délétères de la pandémie sur la lutte contre le VIH/sida.

Pour s'en rendre compte, quelques chiffres, encore beaucoup trop élevés, sur la situation épidémique dans le monde : 630 000 décès liés au virus, 1,3 million de nouvelles personnes diagnostiquées, et un recul d'environ 10 ans, selon les observateurs, sur la stratégie mondiale de lutte.

A l'échelle planétaire, la COVID-19 a révélé et précipité des dysfonctionnements, voire la défaillance, de nombreux systèmes de santé, tout en accentuant la précarisation des populations. D'un point de vue sociétal, force est de déplorer

un recul des droits humains liés aux discriminations, stigmatisations, voire criminalisation des minorités sexuelles et minorités de genre. Enfin, l'instabilité géopolitique globale a complexifié les échanges et les financements d'associations sur le terrain.

Ainsi, sur le continent africain, la riposte contre le VIH/sida, qui accusait déjà un retard avant l'arrivée de la pandémie de COVID-19, a été freinée dans les progrès réalisés. La saturation des systèmes de santé et des centres communautaires, la fermeture de villes ou de routes, ont provoqué la perturbation des programmes de prévention, de prise en charge de personnes vivant avec le VIH et leur entourage, l'interruption des dépistages, ou encore complexifié la distribution d'antirétroviraux. Face à ce constat et fortes de solidarité, de mobilisation et d'adaptabilité, les équipes de Solidarité Sida et les 84 associations locales partenaires soutenues ont continué à se mobiliser contre l'épidémie du VIH/sida et se sont positionnées comme véritables actrices de l'urgence auprès des communautés. Le Fonds Solidarité Sida Afrique a continué à mener ses missions avec ses partenaires locaux en faveur de l'accès aux soins et aux droits des plus démunis.

Alors, pour les 30 ans de l'association, il est important de garder espoir. D'une part, car Solidarité Sida a maintenu l'ensemble de ses aides et a pu retrouver son rythme pré-COVID pour les actions de prévention et de sensibilisation : reprise des « Après-Midi du Zapping » - dans leur format classique - et des missions terrain, et aussi, et surtout, Solidays qui a fait un retour en fanfare à l'hippodrome de ParisLongchamp. Quelle fête ! Comment ne pas avoir à l'esprit l'enthousiasme des festivaliers et la magie des retrouvailles entre bénévoles et forces vives de SolSid. Cette énergie, cette bienveillance et cette force du collectif ont permis à l'association d'accomplir ses missions tout au long de l'année.

Si des urgences, climatiques et géopolitiques en premier lieu, apparaissent, la lutte contre le VIH est, et doit rester, une priorité. Car, de la même manière que la lutte contre le virus a profondément transformé le paysage médical, elle doit aujourd'hui permettre une réorganisation complète de la solidarité mondiale et de la lutte contre les inégalités grâce à des engagements politiques forts, des collaborations transverses et des collectifs engagés.

Alors merci à toutes celles et ceux, qui de près ou de loin, permettent à Solidarité Sida d'avancer malgré l'adversité. Vous êtes Solidarité Sida.

Bruno Delport
Président de Solidarité Sida

Jean-Paul Forceville
Président du FSSA
(Fonds Solidarité Sida Afrique)

Le sida en 2022





DANS LE MONDE, LA RIPOSTE AU VIH À LA PEINE

OBJECTIFS 3*95 : DES AVANCÉES INÉGALES

Après avoir adopté sa nouvelle stratégie 2021-2026 « *Mettre fin aux inégalités. Mettre fin au sida.* », le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) constate des données attestant du ralentissement des progrès de la riposte. Les chiffres restent en deçà des objectifs fixés : en 2022 ce sont 630 000 décès liés au sida et 1,3 million de nouvelles infections par le VIH enregistrés.

Cependant l'engagement continu de la communauté scientifique et des associations sur le terrain ont permis d'enregistrer des progrès considérables dans l'atteinte des objectifs 3*95 en 2022. Selon les dernières estimations, dans le monde, 85% des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut (près de 84% en 2020). Les progrès en matière d'accès aux ARV et d'efficacité du traitement ont permis à 88% d'entre elles de suivre une thérapie antirétrovirale (73% en 2020) et à 92% des personnes séropositives sous traitement d'afficher une charge virale indétectable (près de 66% en 2020).

Des disparités régionales particulièrement problématiques

Sur les 39 millions de personnes vivant avec le VIH, un quart d'entre elles est toujours sans traitement (27%). Si des progrès considérables ont été observés en 2021 en Afrique occidentale et australe ou encore dans les Caraïbes, les résultats restent insuffisants en Afrique de l'Ouest et du Centre. Bien que les nouvelles infections et les décès reculent, à peine 58% des personnes infectées ont accès au traitement ARV et seuls 45% d'entre elles ont une charge virale indétectable. Les inégalités d'accès aux soins, la faiblesse des systèmes de santé, ou encore le manque de prévention à destination des jeunes sont autant de facteurs qui expliquent les retards que connaissent toujours les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. En outre, d'autres régions du monde continuent de voir croître les nouvelles infections. La situation est particulièrement alarmante en Europe de l'Est et en Asie centrale où elles ont augmenté de 43% au cours des

dix dernières années et de 7% dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. En cause, des politiques répressives et lois pénales à l'égard des populations les plus à risques - en particulier les usager-e-s de drogues et les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes. Alors qu'elles concentrent 95% des nouvelles infections, ces populations continuent de subir de nombreuses discriminations, à commencer par des services de santé trop souvent inadaptés à leurs besoins.

État des objectifs 2022* 3*95

85% des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut

88% des personnes vivant avec le VIH ont accès à un traitement

92% des personnes ayant accès au traitement ont une charge virale indétectable



LA CRIMINALISATION DES POPULATIONS CLÉS ET L'ABSENCE D'ENGAGEMENT POLITIQUE FORT CONTRE LE VIH: UN TERREAU FERTILE POUR LE VIRUS

6

Les données de l'ONUSIDA sur la riposte mondiale au VIH révèlent un ralentissement des progrès de la lutte contre la pandémie de VIH et une réduction des ressources disponibles au cours des deux dernières années marquées par la COVID-19 et d'autres crises. Ce recul met des millions de vies en danger. Quatre décennies après le début de la riposte au VIH, les inégalités persistent au niveau de la disponibilité des outils de prévention de base tels que les préservatifs ou le gel lubrifiant, des services les plus élémentaires tels que le dépistage, ou l'accès à la charge virale, et du recours aux nouvelles technologies.

Le recul des droits humains directement lié à une progression du VIH

En Afrique, les jeunes femmes restent touchées de manière disproportionnée par le VIH, tandis que la couverture des programmes spécifiques reste trop faible. Dans 19 pays africains fortement touchés par l'épidémie, les programmes de prévention combinée dédiés aux adolescentes et aux jeunes femmes sont mis en œuvre dans seulement 40 % des zones à incidence élevée au VIH.

Dans le monde entier, 67 pays criminalisent

encore actuellement les rapports entre personnes du même sexe et cette pratique est passible de la peine de mort dans 11 États. 20 pays criminalisent la diversité des genres. Ce type de lois nuit à la santé publique de manière générale et coûte des vies. Droits humains et accès à la santé sont étroitement liés. **La criminalisation, ainsi que l'omniprésence de la discrimination et de la violence, empêchent les personnes LGBTQI+ d'accéder aux services vitaux.** Dans un nombre croissant de cas, des milices autoproclamées ou la police harcèlent les soignants et soignantes qui fournissent des services vitaux à la communauté LGBTQI+.

A titre d'exemple, selon l'ONUSIDA, dans les pays où les rapports sexuels entre personnes du même sexe sont criminalisés, la prévalence du VIH est 5 fois plus élevée chez les personnes gays et autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HsH) que dans les pays où ce type de rapports n'est pas criminalisé. Ce risque est 12 fois plus élevé lorsque des poursuites judiciaires ont été intentées récemment. Reconnaissant que les lois pénales ont un impact néfaste sur la riposte au VIH, les États membres des Nations Unies se sont engagés à l'Assemblée générale des Nations Unies dans la *Déclaration politique sur le VIH 2021* à atteindre des objectifs ambitieux afin d'éliminer les textes qui compromettent la riposte au VIH et oublient les populations clés.

Seul un tiers des membres des populations clés, y compris les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes

(HsH), les personnes transgenres (TG), les utilisateurs et utilisatrices de drogue, les travailleurs et travailleuses du sexe (TS) et la population carcérale, ont un accès régulier à la prévention.

Cependant ces inégalités qui perpétuent l'épidémie de VIH ne sont pas une fatalité. A l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le sida, le 1er Décembre 2022, l'ONUSIDA incite chacun.e d'entre nous à lutter contre ces inégalités. À travers le slogan "Égalité maintenant", ce sont des actions concrètes qui sont mises en avant pour mettre fin au sida, en autres :

- Renforcer la disponibilité, la qualité et la conformité des services de traitement, de dépistage et de prévention du VIH afin que tout le monde y ait accès correctement.
- Réformer les lois, les politiques et les pratiques pour lutter contre la stigmatisation et l'exclusion auxquelles sont confrontées les personnes vivant avec le VIH et les populations clés et marginalisées, afin que chaque individu soit respecté et accueilli.
- Assurer le partage des technologies entre les communautés ainsi qu'entre le Sud et le Nord pour permettre l'égalité d'accès aux meilleures découvertes scientifiques concernant le VIH.
- Les communautés pourront utiliser et adapter le message « Égalité maintenant » afin de mettre en évidence les inégalités particulières auxquelles elles sont confrontées et encourager les actions nécessaires pour y remédier.

L'importance d'accélérer l'accessibilité de la PrEP à l'international

Les premières preuves d'efficacité de la prophylaxie pré-exposition (PrEP) orale quotidienne ont été publiées il y a plus d'une décennie. La PrEP orale est un comprimé dont la prise, en continu ou à la demande, empêche de contracter le VIH. En 2021, plus de 1,6 million de personnes dans le monde ont reçu une prophylaxie pré-exposition orale, ce qui reste bien en deçà de l'objectif de 10 millions de personnes fixé pour 2025.

Une accessibilité en demi-teinte

Jusqu'à récemment, l'accessibilité de la PrEP se limitait aux pays du Nord. Au sein même de ces pays, une différence liée au genre apparaît. À titre d'exemple, aux US, 28% des hommes et 10% des femmes pour lesquelles elle est recommandée la prennent effectivement, et en France, 97% des personnes qui en bénéficient sont des hommes.

Ces deux dernières années, on a assisté à une adoption plus rapide de la PrEP en Afrique orientale et australe. Au travers de partenariats, le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) aide les pays à rendre la PrEP davantage accessible aux communautés les plus vulnérables, dans le cadre des efforts menés à plus grande échelle pour améliorer et étendre la prévention contre le VIH chez les populations clés et leurs partenaires sexuels, qui représentent aujourd'hui 70 % des nouvelles infections au VIH dans le monde. En 2021 au Zimbabwe, le PNUD, en partenariat avec le Fonds mondial, le Ministère zimbabwéen de la Santé et des ONG, a offert la PrEP à 3 300 travailleur.se.s du sexe. Au Pakistan, avec le soutien du Fonds mondial et en partenariat avec des organisations communautaires locales, le gouvernement, l'ONUSIDA et l'OMS, le PNUD a lancé une nouvelle initiative portant sur la PrEP en juin 2022. Dans le cadre de cette initiative, le PNUD travaille également en étroite collaboration avec les communautés de populations clés pour fournir la PrEP par le biais de réseaux de travailleur.se.s de proximité et de centres d'accueil par les pairs. En outre, les professionnel.le.s de santé fonctionnaires affecté.e.s dans les centres de traitement antirétroviral existants reçoivent une formation leur permettant de proposer des services sûrs et efficaces en matière de PrEP.

En parallèle des partenariats développés par le PNUD, une enquête multi-pays "PrEP Femmes" a été portée par ALCS, ARCAD Santé et PILS (associations communautaires marocaine, malienne et mauricienne membres de Coalition Plus), avec le soutien d'Expertise France, afin d'évaluer l'intérêt des femmes issues des populations clés pour la PrEP, ainsi qu'à identifier les barrières d'accès à ce traitement préventif au Maroc, au Mali et à Maurice.

MALI

Prévalence Générale : 0,9%
Femmes parmi les PVVIH adultes : 61%
Prévalence chez les TS : 8,7%

MAURICE

Prévalence Générale : 1,7%
Prévalence chez les transgenres (TG) : 28,4%
Prévalence chez les usagers de drogues injectables (UDI) : 32%

MAROC

Prévalence Générale : 0,08%
Femmes parmi les PVVIH adultes : 43%
Prévalence chez les TS : 1,7%

À l'heure actuelle, 53% des personnes vivant avec le VIH dans le Monde sont des femmes et des jeunes filles. Il est à noter que les données épidémiologiques varient très significativement en fonction des groupes considérés. En effet, au sein des 3 pays inclus dans l'étude, la situation épidémiologique se décline comme suit :

Parmi les 1 003 femmes interrogées, plus de 85% des travailleuses du sexe interrogées au Mali et au Maroc ne connaissaient pas la PrEP, tandis que 80% des femmes partenaires d'usagers de drogues injectables interrogées à Maurice n'en avaient jamais entendu parler. À Maurice, où la majorité des femmes transgenres connaissent la PrEP, seules 18% d'entre elles l'utilisent, faute de pouvoir y accéder. Les responsables de l'étude indiquent que « ces barrières persistantes d'accès à la PrEP sont une preuve de plus que les femmes demeurent dans l'angle mort de la riposte au VIH. Nous ne pourrions pas éradiquer le sida si nous n'éliminons pas toutes les inégalités de genre en matière d'accès aux outils de prévention et aux services de prise en charge du VIH ».

La nécessité de passer à l'échelle supérieure

Le potentiel de la PrEP aux côtés d'autres outils innovants tels que les antiviraux à libération prolongée pour la PrEP ou encore l'anneau vaginal féminin, transforme la prévention du VIH.

Les solutions numériques peuvent également, dans certains contextes, contribuer à accroître l'accès aux services pour les populations vulnérables et marginalisées, ainsi qu'à pérenniser la disponibilité de ces services. À titre d'exemple, en Colombie, la plateforme prep-Colombia.org est utilisée pour le dépistage initial, la prise de rendez-vous médicaux, la tenue d'un registre des rendez-vous de suivi et le partage des résultats des tests de laboratoire. Elle permet également aux médecins de générer différents indicateurs tels que le niveau d'acceptation, la poursuite initiale, la prévalence de la toxicité et le statut VIH. Tout cela est associé à des formations sur les stratégies de prévention combinées, qui touchent plus de 20 300 personnes. Cette démarche innovante a permis de garantir la continuité des services et une bonne observance au traitement, ainsi qu'un soutien aux patient.e.s malgré les contraintes imposées lors du début de la pandémie de COVID-19.

Ce n'est qu'en s'attaquant aux inégalités liées au genre, et en permettant aux personnes vivant avec le VIH, aux populations clés et aux autres groupes marginalisés d'avoir accès aux services de santé, de prévention et de lutte contre le VIH que nous pourrions rattraper le retard pris dans la lutte contre le VIH.



EN FRANCE, RELANCER LE DÉPISTAGE QUOI QU'IL EN COÛTE

UNE SITUATION INCERTAINE MALGRÉ DES AVANCÉES SIGNIFICATIVES

Près de 40 ans après la découverte du VIH, le visage de l'épidémie a changé dans l'Hexagone. L'accès aux traitements et une meilleure prise en charge permettent aujourd'hui de vivre avec le VIH. La prévention a aussi changé. Les outils de protection se sont diversifiés : préservatif, dépistage, TPE, PrEP ou encore TasP permettent d'adapter la stratégie préventive à la diversité des pratiques. Chaque outil peut être préféré ou adapté, dans un choix libre et éclairé.

Ces progrès tangibles n'ont cependant pas bénéficié de la diffusion qu'ils méritent et ne sont pas connus de tous. En France, 172 000 personnes vivent toujours avec le VIH et près de 5 000 personnes ont découvert leur séropositivité au cours de l'année. Ce chiffre connaît une diminution liée à un affaiblissement du nombre de dépistage, celui-ci ayant été fortement impacté par la crise sanitaire et les mesures de confinement.

Le dépistage du VIH : un retard non comblé

Depuis mars 2020, la COVID-19 a challengé le système de santé français, et notamment en

matière de santé sexuelle, en compliquant l'accès aux soins et au dépistage pour des infections qui sont pourtant loin de disparaître comme le VIH/sida. Les chiffres épidémiologiques publiés par Santé Publique France rendent compte chaque année de l'état de l'épidémie de l'année précédente.

En 2021 en France, le nombre de sérologies du VIH est passé à 5,7 millions. Ce chiffre, qui avait diminué de 13% en 2020 en lien avec l'épidémie de COVID-19 et les différents épisodes de confinement, est en augmentation de 8% par rapport à 2020 (5,3 millions). Alors que les expert.e.s de santé ne cessent de sensibiliser sur l'importance du dépistage afin d'établir un diagnostic précoce pour une prise en charge adaptée, le nombre total de sérologies réalisées en 2021 restent inférieur à la période pré-covid de 2019 (6,1 millions). Ces retards de dépistage et de diagnostic, toujours non comblés, sont d'autant plus inquiétants que 29% des infections au VIH ont été découvertes à un stade avancé de l'infection. Cela ne favorise pas une prise en charge individuelle précoce pour aller dans la logique des recommandations de « Test and Treat » et influencer directement sur les chaînes de transmission. Plus que jamais il est nécessaire de rappeler l'importance du dépistage dans la réponse à la réplication

du VIH/sida. Saurons-nous, acteur.ice.s de santé sexuelle, retrouver la dynamique d'avant l'ère COVID-19 ?

Le dépistage des IST, des progrès constatés

C'est une bonne nouvelle du côté des IST : le taux de dépistage de trois IST bactériennes (chlamydie, gonococcie et syphilis) a augmenté en 2021, dépassant le niveau de 2019. En effet, il a été comptabilisé que 2,3 millions de personnes ont bénéficié au moins une fois d'un dépistage remboursé d'une infection à chlamydia (+9% vs 2019), à gonocoque (2,7 millions ; +6% vs 2019) et syphilis (2,8 millions ; +3% vs 2019). Le taux est plus important chez les femmes de 15 à 25 ans (119 pour 1 000), chez lesquelles il est recommandé un dépistage systématique par la Haute Autorité de Santé. Il est toutefois important de maintenir un niveau d'information suffisant auprès des jeunes de 15 à 30 ans pour inciter au dépistage de ces IST dès lors qu'une prise de risque ou un changement de partenaire s'est déroulé. Les acteur.ice.s de santé sexuelle doivent capitaliser sur l'habitude du recours au dépistage prise dans le cadre de l'infection à COVID-19 et essayer de maintenir ces automatismes auprès d'eux-elles.

L'URGENCE DE LUTTER CONTRE LE MANQUE DE CONNAISSANCES

La lutte contre le VIH ne peut exister sans des actions de prévention et de sensibilisation auprès des jeunes et des publics clés (HSH, TS, UDI, personnes transgenres, migrant-e-s, détenu-e-s). Cette année encore, les connaissances liées à son mode de transmission et les moyens de prévenir l'infection affichent un déficit inquiétant parmi les jeunes générations comme le révèle l'IFOP le 1er décembre 2022, à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le virus.

La jeunesse de moins en moins informée

33% des jeunes interrogé-e-s estiment être mal informé-e-s sur le VIH/sida, soit une augmentation de 22 points par rapport à 2009. Seuls 34% des jeunes sexuellement actif-ve-s déclarent avoir utilisé systématiquement un préservatif lors d'un rapport sexuel, soit -9 points par rapport à 2020. Ceci explique en partie que 13% des nouvelles découvertes de séropositivité concernent les jeunes de moins de 25 ans. Ce constat doit alerter afin d'apporter une prévention et une sensibilisation plus soutenues chez les jeunes. Cela doit être fait non seulement pour les protéger, mais aussi pour lutter contre les préjugés et la sérophobie.

La sérophobie toujours d'actualité

Les IST sont souvent des facteurs de rejet. C'est particulièrement vrai pour le VIH. Vivre avec le virus expose toujours à de nombreuses discriminations que l'on regroupe sous l'appellation de « sérophobie ».

Le refus de soin, chez certain-e-s dentistes par exemple, est courant. Il reste difficile de contracter un prêt, d'exercer certains emplois, et de ne pas faire l'objet de surprimes par les compagnies d'assurances. Longue est la liste des obstacles qui se dressent devant les personnes atteintes, expliquant en partie pourquoi près de la moitié d'entre elles n'exercent pas d'activité professionnelle, sans pourtant déclarer de pénibilité particulière liée au virus. Encore aujourd'hui, les personnes vivant avec le VIH rapportent de fréquents rejets de la part de partenaires potentiel-le-s. La peur liée à la maladie reste très présente et contribue à l'isolement des personnes séropositives. Pourtant, une personne traitée correctement depuis plus de six mois ne présente plus aucun risque de transmission du VIH. La vie avec le VIH a changé, il est grand temps que les mentalités évoluent également et rattrapent les progrès scientifiques.

Les nouveaux enjeux de prévention amenés par la crise de la COVID-19

La pandémie de COVID-19, qui a occupé tout l'espace médiatique et informatif en matière de santé durant près de deux ans, a causé de lourdes séquelles dans l'espace préventif. Si la France a toujours fait figure de bon élève en matière de dépistage, il faut rappeler qu'avant la crise, les découvertes de séropositivité concernaient des personnes déclarant qu'il s'agissait de leur premier test et plus d'1/4 d'entre elles étaient diagnostiquées à un stade avancé de l'infection, et ce malgré l'essor des TROD et autotests ces dernières années. Il est donc essentiel de continuer à sensibiliser les publics pour que le dépistage devienne systématique et régulier, afin de retrouver une dynamique ascendante de taux de dépistage comme avant COVID-19.

Le nouvel enjeu qu'a révélé cette crise se situe au niveau de la jeunesse. Il est nécessaire de mettre en place des programmes de prévention et d'éducation à la sexualité adaptés auprès des adolescent.e.s, avec notamment l'application effective des trois séances annuelles d'éducation à la sexualité prévues tout au long de leur scolarité, d'augmenter des campagnes d'information et de sensibilisation sur la santé sexuelle et les moyens de prévention diversifiée, et d'ouvrir davantage les opportunités de dépistage du VIH et des autres IST chez les jeunes.



**SOLIDARITÉ
SIDA ET
LE FSSA
EN BREF**





SOLIDARITÉ SIDA

PEU OU PAS D'APPEL À LA GÉNÉROSITÉ

Solidarité Sida ne vit pas de dons ni de subventions. Pour pouvoir financer ses actions de prévention ou des programmes d'aide aux malades à travers le monde, l'association a choisi de dégager des fonds au travers d'initiatives ou d'événements culturels qu'elle produit et organise. Plus de 6 millions de jeunes ont déjà participé à un événement Solidarité Sida.

LES JEUNES AU CŒUR DE L'ACTION

L'histoire de l'association démontre avec force que les jeunes sont profondément attaché·e·s aux valeurs d'entraide et de partage. Par ses initiatives, Solidarité Sida leur offre un terrain d'action citoyen et répond à leurs préoccupations en matière de santé ou de sexualité. Ils-elles sont plus de 3 000 bénévoles à faire vivre la chaîne de solidarité sur laquelle repose sa démarche.

LE PLAISIR COMME MOTEUR DE L'ENGAGEMENT

Solidarité Sida est convaincue que les plaisirs du cœur et de l'esprit sont le moteur de l'engagement. Le plaisir d'être utile, le plaisir d'être ensemble. Mais le plaisir est évanescent. Il requiert un renouvellement constant. Voilà une des raisons qui explique que l'événementiel sert de socle au modèle de Solidarité Sida.

FAIRE "AVEC" ET PAS "À LA PLACE DE"

Pour viser des effets durables, le renforcement de l'action de la société civile est une priorité, notamment dans les pays du Sud. Plutôt que développer ses propres programmes, Solidarité Sida a préféré tisser de nombreux partenariats avec des associations communautaires, installées au cœur des populations. Des liens fondés sur la confiance et le respect mutuel.

AIDER

De Paris à Niamey en passant par Tanger, Delhi ou Cayenne, Solidarité Sida agit sur tous les fronts pour faciliter l'accès aux services de prévention, de dépistage et de prise en charge des populations les plus vulnérables.

PRÉVENIR

Solidarité Sida a choisi de développer une démarche ludique et originale pour susciter la curiosité des jeunes. Son défi : faire de la prévention un événement, ouvrir des espaces de parole sur la sexualité et rendre les jeunes acteur·rice·s de leur santé.

SENSIBILISER

Par ses événements de sensibilisation et récolte de fonds, l'association participe à l'éducation citoyenne et à la mobilisation d'une jeunesse en quête de sens.

MOBILISER

Face aux enjeux actuels de la lutte contre le VIH/sida, les actions de terrain ne suffisent plus. Avec ses partenaires associatifs, Solidarité Sida s'investit dans un travail de mobilisation du grand public, des médias et des gouvernements pour mettre la lumière sur les grands combats que sont la solidarité internationale ou encore l'accès aux traitements pour toutes et tous.

LE FONDS SOLIDARITÉ SIDA AFRIQUE

Il y a 16 ans, Solidarité Sida lançait son appel en faveur des malades africains. Dès la création du Fonds Solidarité Sida Afrique (FSSA) en 2006, de nombreux partenaires publics, notamment les Régions de France, ont répondu présent et se sont engagés fidèlement à nos côtés. Les associations partenaires de Solidarité Sida ont mené, grâce au soutien du Fonds, un travail de terrain indispensable qui a pesé à la fois dans la lutte contre l'épidémie et dans la structuration des services publics locaux de santé.

UN OUTIL UTILE ET CONCRET AU SERVICE DES COMMUNAUTÉS

Aux côtés des associations locales

Les associations communautaires africaines ont joué un rôle précurseur et déterminant dans l'aide aux malades et l'organisation de la lutte contre le sida. À l'origine de ces organisations se trouvent souvent des personnes infectées ou affectées qui ont pris en main leur situation et celle de leurs proches en réaction au manque de moyens des autorités.

12

Dans des pays ou des régions où les systèmes de santé sont instables ou encore trop peu développés, elles restent un **recours indispensable pour mettre en place un environnement médical et social sécurisant**, et apporter aux malades une écoute et une compréhension indispensables pour mieux les soigner et les accompagner.

Implantées et visibles au sein des communautés, elles œuvrent au plus près des besoins quotidiens des malades et sont plus à même de mettre en œuvre des initiatives complémentaires aux systèmes publics de santé. En tant que structures à taille humaine, elles savent adapter leurs actions aux évolutions du contexte local.

Un accompagnement global des malades les plus démunis

L'organisation de la prise en charge des malades peut varier d'un pays à l'autre et, si le sujet reste encore préoccupant, **l'enjeu de la lutte contre le sida en Afrique ne se limite pas aujourd'hui à l'accès aux médicaments**. Par exemple, dans certains pays, la généralisation du dépistage ou encore les politiques d'accès gratuit aux traitements permettent aux associations de concentrer leur travail sur l'accompagnement psychosocial des malades. La définition de chaque projet associatif et des activités à mettre en place s'articule en premier lieu autour de la

situation épidémiologique nationale et locale, et du degré de structuration des systèmes de santé publique. Le Fonds apporte donc un soutien financier tant aux activités de prévention et de dépistage ciblées que de prise en charge et de suivi médical, à l'appui psychosocial des malades et à leur accompagnement juridique.

Dans les projets soutenus par le Fonds, la prévention est intégrée aux autres activités. Il s'agit par exemple de sensibiliser et d'informer les malades et leurs proches qui sont souvent confrontés à une désinformation dangereuse pour leur santé. La prévention de proximité est inscrite dans la durée et axée sur une démarche participative. Elle cible des zones isolées et des populations particulièrement vulnérables. Pour être efficace, elle doit être articulée avec des structures assurant le dépistage et le counseling pré et post-test.

La prise en charge médicale regroupe les activités essentielles liées aux traitements et à la situation immunitaire des malades. L'achat de traitements antirétroviraux ou de médicaments essentiels et génériques pour les infections opportunistes constitue la base de l'accompagnement des malades. Les examens et le suivi biologiques, les soins à domicile ou à l'hôpital, le paiement des consultations dans des établissements spécialisés en sont les corollaires indispensables pour suivre l'évolution de la maladie et anticiper les risques, pour les personnes vivant avec le VIH, de développer des maladies opportunistes.

Au-delà du volet médical, veiller à une alimentation équilibrée et régulière, conserver un environnement psychologique et familial stable, se préserver le plus possible de toute pénibilité sont les clés de la réussite d'un traitement. Parfois privées de conditions de vie acceptables, les personnes vivant avec le VIH risquent de développer des résistances aux médicaments et de devoir passer sur un traitement dit de 2e ligne. Ce dernier est souvent plus onéreux donc plus difficilement accessible, et tout aussi exigeant sur les conditions de suivi. Cette spirale peut alors marquer un échec définitif du traitement.

Accès à la connaissance sur la maladie et les traitements, aide à l'observance, conseils pour une nutrition équilibrée, identification et résolution des difficultés qui entravent la prise des traitements, soutien psychologique, aides financières pour assumer le quotidien... Le soutien psychosocial des malades joue un rôle déterminant dans la réussite d'une thérapie et reste aujourd'hui une compétence quasi exclusive des associations communautaires.

Enfin, dans des contextes où les discriminations et la criminalisation des populations les plus vulnérables à l'épidémie se renforcent, le soutien à l'aide juridique devient indispensable pour la protection des bénéficiaires d'une part, mais aussi des équipes impliquées dans leur accompagnement, souvent entravées dans leurs actions par une utilisation abusive du cadre légal existant.

Un accompagnement essentiel pour le renforcement de la société civile

Le Fonds Solidarité Sida Afrique soutient financièrement les activités mais aussi les moyens de les réaliser. En complément des dépenses directement liées aux projets, les frais de structure et de fonctionnement peuvent également être prises en charge par le Fonds Afrique. Cette démarche se justifie par la volonté, de la part de Solidarité Sida, de consolider et de professionnaliser les structures aidées.

Solidarité Sida suit ainsi les porteurs de projets dans la conduite des activités mais également dans leur structuration. **Gestion et suivi budgétaires, développement des activités ou gouvernance** sont autant de sujets abordés tout au long du travail d'accompagnement mené par Solidarité Sida sur le terrain, visant à les **accompagner dans la construction progressive de leur autonomie**. Des formations et de l'information leur sont dispensées pour qu'elles puissent organiser leur plaidoyer mais aussi développer leur capacité à obtenir des financements nationaux et internationaux.



**SOLIDARITÉ
SIDA ET
LE FSSA
EN ACTION**

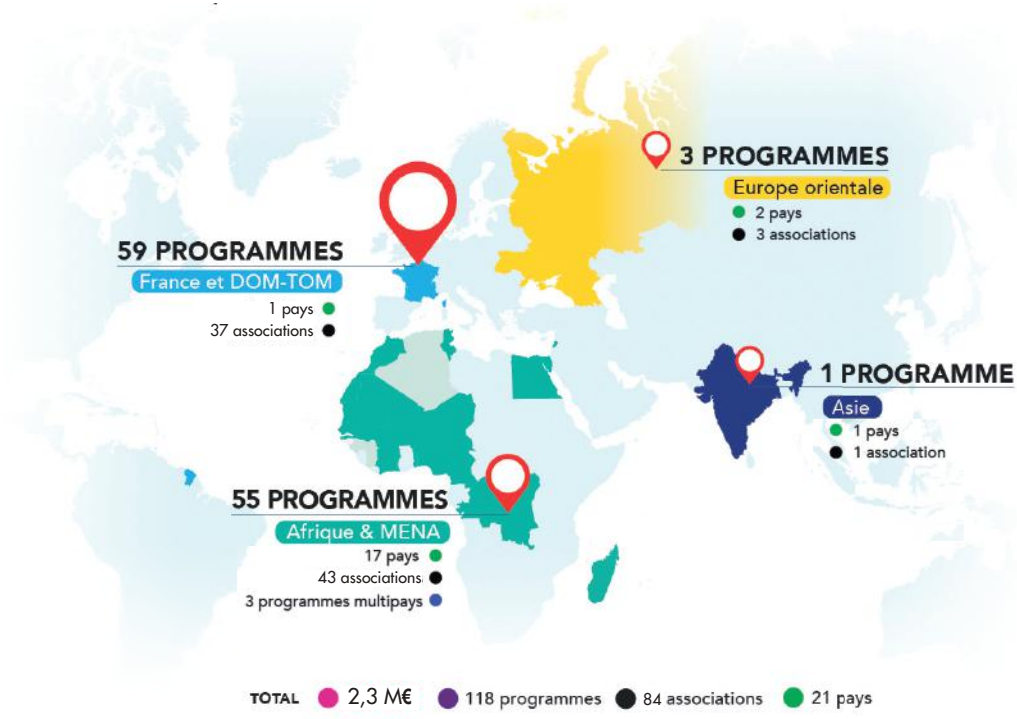




SOLIDARITÉ SIDA ET LE FSSA FIDÈLES À LEURS ENGAGEMENTS ENVERS LES PLUS DÉMUNI·E·S

Partenaire de 84 associations françaises et étrangères, Solidarité Sida mise sur la complémentarité des compétences : renforcer l'autonomie des communautés et des associations locales, accompagner les malades, faciliter l'accès aux soins et aux droits des plus démunis sont autant d'actions au cœur de sa démarche.

LES PROGRAMMES SOUTENUS PAR



MAINTENIR DES MODES D'ACTION QUI ONT FAIT LEURS PREUVES

FAIRE CONFIANCE AUX ASSOCIATIONS LOCALES

Afin d'agir au plus près des malades, Solidarité Sida s'est toujours voulue complémentaire de l'action menée par d'autres associations. Parce qu'elles sont installées au cœur des populations, les associations locales sont souvent les plus à même d'aider les malades au quotidien. Elles accordent une attention particulière aux populations les plus vulnérables et exclues des systèmes de soins et assurent en permanence, quand le contexte le permet, le lien avec les structures sanitaires publiques. Les systèmes d'entraide y sont performants et les compétences de plus en plus nombreuses et reconnues. Leur expertise du terrain est inestimable. Sur le long terme, le renforcement de la société civile est primordial pour lutter efficacement contre le VIH/sida. C'est dans cet esprit que l'association s'attache à renforcer l'autonomie de ses partenaires, gage de qualité et de pérennité de leurs services aux bénéficiaires. À travers ses Appels à Projets France et International, Solidarité Sida soutient un large éventail d'associations. Ces dernières offrent une prise en charge globale, permettent l'accès à l'information, au dépistage, aux traitements ARV et proposent un accompagnement psychosocial dans un contexte où les offres de soin ou de santé de qualité sont rares voire inexistantes.

DÉVELOPPER LES COMITÉS D'EXPERT-E-S ET LES SYNERGIES INTER-ASSOCIATIVES

Solidarité Sida a constitué des comités d'expert-e-s afin de nourrir sa propre réflexion

et de favoriser les échanges d'expériences. Ils sont composés de spécialistes des problématiques VIH et de la prise en charge des publics vulnérables en situation de grande précarité, d'expert-e-s de la réduction des risques auprès des usager-e-s de drogues ou des travailleur-se-s du sexe, de l'accès aux droits et aux soins pour les personnes migrantes, des questions de genre, ou encore de l'approche communautaire en Afrique de l'Ouest et du Centre. Ils accompagnent les équipes dans l'instruction des demandes de financement et statuent en comités sur les projets à soutenir dans le cadre des Appels à Projets France et International. Les dossiers éligibles à un financement sont instruits par deux personnes : un membre du Comité International de Solidarité Sida (composé d'expert-e-s indépendant-e-s issu-e-s des milieux associatifs et institutionnels français et africain) et une personne de l'équipe des Programmes Internationaux et France de Solidarité Sida. Les recommandations du Comité sont fondées sur l'expertise technique et de terrain de ses membres. Un renouvellement des membres a été opéré en 2022 tant pour le comité France qu'International.

A titre d'exemple, en 2022, le FSSA soutient notamment 33 projets internationaux mis en œuvre par 31 associations de droit local dans 18 pays : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Égypte, Inde, Liban, Madagascar, Mali, Maroc, Niger, Nigéria, République Démocratique du Congo, Russie, Sénégal, Togo, Ukraine. Après deux années d'annulation du festival Solidays en 2020 et 2021, l'organisation des éditions 2022 du Gala FSSA et de Solidays ont permis d'ouvrir de manière modérée la porte à de nouveaux

partenaires enregistrés au Congo Brazzaville, en Côte d'Ivoire, au Égypte et au Sénégal. L'accompagnement du FSSA permet à certains partenaires de longue date d'être en capacité de répondre à l'appel à manifestation d'intérêt organisé pour intégrer notre programme AUTONOMISATION de structuration associative co-financé par l'AFD et la Mairie de Paris et ainsi de continuer à poursuivre l'objectif de montée en compétences initié par le soutien de l'AAP.

FINANCER LES LIGNES BUDGÉTAIRES PEU SOUTENUES PAR LES BAILLEURS

Solidarité Sida s'attache à être présent là où ses partenaires ont des difficultés à trouver des fonds. L'association finance ainsi des frais de structure, des ressources humaines (y compris administratives) et des aides de première nécessité pour que leurs bénéficiaires puissent se nourrir, se déplacer, accéder aux soins et avoir un hébergement.

Longtemps reléguée au second plan face à l'urgence de la mise sous traitement, la prévention de proximité auprès des jeunes représente l'un des enjeux majeurs du continent africain. Solidarité Sida en a fait l'un des marqueurs principaux de son action à l'international.





EN FRANCE, ACCOMPAGNER LES PLUS PRÉCAIRES

En métropole mais aussi dans les Outre-Mer, le VIH touche plus durement les personnes en situation précaire. C'est pourquoi Solidarité Sida concentre son soutien vers les personnes les plus démunie-s et les plus exposé.e.s à l'épidémie pour favoriser leur accès aux services de droit commun : personnes sans-abri, migrant.e-s sans-papiers ou en cours de régularisation, professionnel.le-s du sexe, personnes transgenres, usager.e-s de drogues. Il est fréquent que ces personnes cumulent plusieurs facteurs de vulnérabilité. Pour leur permettre de se focaliser sur leur santé, Solidarité Sida les accompagne à plusieurs niveaux : besoins de première nécessité, hébergement et appui juridique.

ACCOMPAGNER AU JOUR LE JOUR AVEC LES AIDES À LA VIE QUOTIDIENNE

Orientées vers les achats alimentaires et d'hygiène, les frais de transport, de santé, de régularisation administrative pour éviter les (re)mises à la rue, les aides directes sont autant d'effets de levier pour l'amélioration de la situation des bénéficiaires.

Dans ce cadre, Solidarité Sida soutient notamment l'association Réseau Santé Marseille Sud (RSMS). Depuis 1993, RSMS accompagne les personnes vivant avec le VIH et/ou une hépatite virale dans leur parcours de santé et leur démarche d'accès aux droits et aux soins. L'association privilégie la médiation sanitaire et sociale, un accompagnement

socio-juridique et psychologique et mobilise un vaste réseau d'acteurs associatifs et publics. L'accompagnement individuel passe aussi par l'attribution d'aides alimentaires et d'hygiène et la mise à l'abri des bénéficiaires en transition administrative ou qui ont dû quitter leur hébergement d'urgence.

LOGER LES PLUS VULNÉRABLES : DE LA MISE À L'ABRI D'URGENCE À LA STABILISATION DANS LE LOGEMENT

À la fois besoin et droit élémentaire, le logement est une étape préalable essentielle à l'initiation d'un parcours de soins stable et à un bon suivi médical. De Paris à Cayenne, Solidarité Sida soutient des projets

d'hébergement d'urgence, de retour et de maintien dans le logement pour les personnes précarisées.

En Guyane, l'association L'Arbre Fromager accompagne des femmes anciennement victimes de violences basées sur le genre et les accompagne vers l'un des logements de leur parc à appartements. L'un d'entre eux est spécifiquement destiné aux femmes touchées par la maladie ou vivant dans un environnement délétère pour leur santé mentale et physique. Grâce à ces mises à l'abri et au travail d'accompagnement mené, l'association favorise l'accès et le maintien au soin des femmes, ainsi que le tissage d'un lien social et une meilleure qualité de vie.

ACCOMPAGNER LES DÉMARCHES DE RÉGULARISATION ET LES PLAINTES POUR VIOLENCE

Dans le cadre de son action de défense à l'accès aux droits des malades, Solidarité Sida soutient le développement juridique des accompagnements en finançant trois postes de juristes spécialisé-e-s dans l'accès au droit de séjour des malades étranger-e-s. Deux partenaires de longue date mettent ce dispositif en œuvre : Basiliade et ARCAT, en région parisienne et région lyonnaise.

Les parcours d'accès aux droits se sont complexifiés ces dernières années, particulièrement pour les personnes malades étrangères. En plus d'une augmentation des coûts, les procédures administratives en préfecture se sont considérablement allongées et durcies. 2022 n'a pas fait exception. Chaque jour, les juristes formé-e-s participent à la résolution de cas complexes et accompagnent gratuitement les personnes jusqu'au contentieux. Cette aide juridique inclut également le suivi des victimes de violences, notamment liées à la transphobie et à l'homophobie.

SOULAGER LE QUOTIDIEN DES MALADES EN GRANDE PRÉCARITÉ AVEC L'AP-HP

En lien avec les assistantes sociales hospitalières de l'AP-HP, Solidarité Sida a créé un réseau inédit en France pour répondre concrètement aux urgences confrontées par les personnes vivant avec le VIH et/ou une hépatite, en amont de toute prise en charge associative. Les *Commissions d'Aides d'Urgence* (CAU), portées de façon hebdomadaire par des bénévoles et des salarié-e-s de l'association, traitent des demandes d'aides pour l'alimentation et l'hygiène, la régularisation administrative des titres de séjour pour soin et transport. En 2022, 44 CAU se sont tenues. Elles ont pu donner un avis favorable à 83% des demandes soumises. 302 personnes ont bénéficié des aides dont 89% étaient sans ressources : 303 aides en chèques services pour se nourrir et répondre au besoin d'hygiène et 268 aides financières, dont 161 pour se déplacer et 107 pour couvrir des frais de régularisation.

EN PÉRIODE POST COVID-19, UN SOUTIEN RENFORCÉ POUR LES PLUS VULNÉRABLES

Les conséquences de la crise sanitaire ont continué à influencer sur les conditions de vie des publics les plus touchés par le VIH. C'est pourquoi, comme en 2021, Solidarité Sida a de nouveau décidé de renforcer son soutien vers les acteurs de terrain les plus concernés pour répondre aux besoins les plus urgents. 11 associations partenaires ont reçu ces aides financières additionnelles.





À L'INTERNATIONAL, FAVORISER L'ACCÈS AUX DROITS ET AUX SOINS

Au cours de la dernière décennie, l'Afrique a, selon l'OMS, réduit de 43 % le nombre de nouvelles infections et divisé par deux le nombre de décès liés au sida. Selon l'ONUSIDA, plus de 5 millions de personnes vivent avec le VIH en Afrique occidentale et centrale (13% de la population mondiale des PVVIH). Avec un taux de mortalité de 2,8%, la sous-région détient également un record alarmant, puisque sa population décède deux fois plus du sida que partout ailleurs dans le monde et cinq fois plus qu'en Europe occidentale.

Les objectifs de la lutte contre le VIH sont encore plus difficiles à atteindre dans des contextes où les personnes vivant avec le VIH et celles les plus à risque de transmission se sentent peu considérées, discriminées, et craignent parfois pour leur sécurité. La fragilité des systèmes de santé, la stigmatisation liée au VIH, les inégalités et les violences liées au genre ainsi que la criminalisation de la consommation de drogues, du travail sexuel et des relations sexuelles entre personnes de même sexe sont d'importants obstacles à l'accès aux droits et à la santé.

L'accès aux soins et aux traitements, indissociable de la lutte contre les discriminations, reste une des priorités de Solidarité Sida. Elle se concrétise par le soutien à des projets d'accompagnement global des malades sur le plan médical, psychologique, social et juridique. En amont, le rôle de la prévention n'est plus à démontrer et c'est pourquoi Solidarité Sida a aussi choisi de soutenir des projets de sensibilisation en matière de santé sexuelle, en particulier auprès des jeunes et des populations clés.

LA NÉCESSITÉ D'UNE PRISE EN CHARGE GLOBALE

L'accès aux traitements reste un enjeu majeur dans les pays d'intervention de Solidarité Sida, pour lesquels des acteurs comme le Fonds Mondial interviennent à large échelle. Au-delà de la disponibilité des médicaments, il est indispensable que les malades bénéficient d'un accompagnement régulier pour favoriser la bonne observance de leur traitement et leur bonne santé générale. Le soutien de Solidarité Sida ne se

limite pas aux aspects purement médicaux, il couvre aussi des activités d'éducation thérapeutique du patient, des ateliers nutritionnels, des aides alimentaires et des entretiens psychologiques. Les proches des malades sont également pris-e-s en compte et intégr-e-s via des groupes de parole ou des séances de médiation familiale incluant l'accompagnement à l'annonce du statut.

Au Nigéria, le Centre pour le Droit à la Santé (Center for the Right to Health - CRH) a été créé en 1999 afin de promouvoir le respect de l'éthique et des droits humains dans les politiques et les pratiques de santé en direction des personnes vulnérables. L'association est un centre de référence sur la santé. Elle assure des actions d'éducation à la santé, de prévention, d'accompagnement juridique, psycho-social et d'urgence. Elle gère le premier centre de dépistage volontaire ouvert dans le pays et apporte les soins aux personnes sous ARV. Elle développe aussi des programmes d'éducation thérapeutique et a mis sur la route une clinique mobile *Santé sur roues* (Health on wheels), soutenue par Solidarité Sida pour offrir des soins de santé dans les communautés rurales notamment.

LA DÉFENSE DES DROITS DE TOU·TE·S LES MALADES

Encore trop souvent, parce qu'elles sont malades, en prison, qu'elles vivent dans un pays condamnant l'homosexualité ou parce que la société les a reléguées à la marge, certaines catégories de personnes, victimes de discriminations, restent éloignées des systèmes de santé. Face à ce constat, Solidarité Sida choisit de soutenir des projets de prévention, dépistage, accompagnement ou défense des droits des populations clés : LGBTQI+, migrant·e·s, travailleur·se·s du sexe, usager·e·s de drogues ou détenu·e·s, incluant des actions de plaidoyer pour influencer les communautés et les pouvoirs publics et pour défendre les victimes de violences.

Ainsi, au Togo, l'association Afrique Arc-En-Ciel (AAEC) accompagnent avec courage et bienveillance un public LGBT+ dans un contexte délicat de criminalisation de l'homosexualité, qui « *condamne à une peine d'emprisonnement et à une amende tout acte impudique ou contre nature commis avec un individu de son sexe* », et dans lequel les accompagnant·e·s comme les bénéficiaires

sont victimes de discriminations et de pressions régulières. Du dépistage au soin, en passant par le soutien psychologique, ces associations communautaires touchent des publics bien souvent cachés et répondent à leur besoin spécifique.

LES JEUNES, PREMIERS DESTINATAIRES DE LA SENSIBILISATION

La prévention auprès des jeunes représente l'un des enjeux majeurs de la riposte contre le VIH et les IST. Depuis plusieurs années, Solidarité Sida finance des projets de prévention en santé sexuelle et de dépistage à destination des adolescent·e·s, tout en travaillant sur la libération de la parole autour de la connaissance du corps, de ses changements à l'adolescence et de la vie sexuelle et affective.

Depuis 2017, Solidarité Sida soutient l'Association Sud Contre le Sida (ASCS) dans son objectif d'améliorer l'accès à l'information pour les jeunes étudiant·e·s sur la santé sexuelle et reproductive, les IST et le VIH. Le projet soutenu développe des actions de sensibilisation, de prévention et de dépistage

dans des espaces jeunes, des universités, des cafés, sur les plages et au siège de l'association.

L'association Action Santé pour Tous est soutenue par Solidarité Sida dans le cadre de son activité de prévention auprès des jeunes. Ainsi, l'association a mis sur pied le « Centre d'écoute Jeunes » à Djangblé (à 20km de la capitale Lomé) dans une zone semi-rurale où les plus jeunes peuvent venir au centre pour des conseils sur la sexualité, des causeries éducatives, des sensibilisations sur la DSSR. En 2022, l'association a sensibilisé 4 777 jeunes de moins de 25 ans durant 577 causeries et 824 entretiens individuels et distribué 31 267 préservatifs internes et externes.





UN ACCOMPAGNEMENT SUR MESURE DES ASSOCIATIONS PARTENAIRES

Solidarité Sida intervient auprès d'associations de lutte contre le VIH/sida dans les régions Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA) et d'Afrique subsaharienne à travers 3 programmes multipays, « Autonomisation », « ACCESS » et « FORSS », visant à renforcer les capacités des associations partenaires, faciliter le partage d'expériences entre structures, lever les barrières tout au long du continuum de soins, et valoriser le savoir-faire communautaire.

AUTO

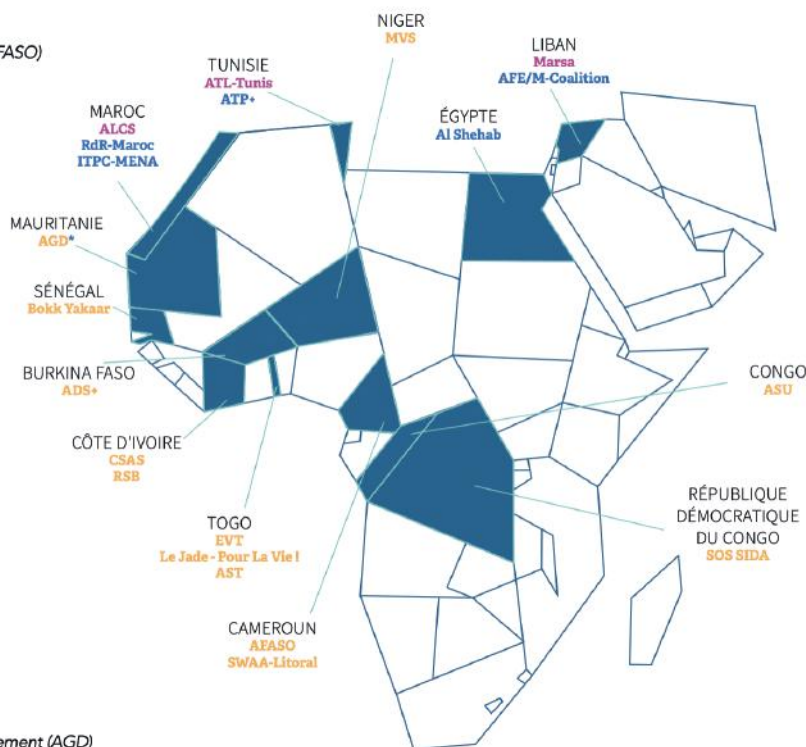
- Burkina Faso : Association Dounia Solidarité + (ADS+)
- Cameroun : Association des Femmes Actives et Solidaires (AFASO)
Society for Woman in AIDS in Africa (SWAA-Littoral)
- Congo : Association Serment Universel (ASU)
- Côte d'Ivoire : Centre Solidarité Action Sociale (CSAS)
Renaissance Santé Bouaké (RSB)
- Mauritanie : Association des Gestionnaires pour le Développement (AGD)
- Niger : Mieux Vivre avec le Sida (MVS)
- République Démocratique du Congo : SOS Sida
- Sénégal : Bokk Yakaar
- Togo : Espoir Vie-Togo (EVT) / Le Jade pour la vie ! / Association Santé pour Tous (AST)

ACCESS

- Liban : Centre Marsa (Marsa)
- Maroc : Centre Al Borj (ALCS)
- Tunisie : Centre Les Jasmins (ATL-Tunis)

FORSS

- Egypte : Al Shehab
- Liban : AFE/M-Coalition
- Maroc : ITPC-MENA / Association Nationale de Réduction des Risques (RdR-Maroc)
- Mauritanie : Association des Gestionnaires pour le Développement (AGD)
- Tunisie : Association Tunisienne de Prévention Positive (ATP+)



À L'INTERNATIONAL, FAVORISER L'ACCÈS AUX DROITS ET AUX SOINS

Pour mettre fin au VIH/sida, l'ONUSIDA insiste sur la nécessité de s'attaquer aux facteurs d'inégalité de genre et de vulnérabilité entre les zones géographiques et les groupes sociaux. A ce titre, elle recommande en priorité de « soutenir et financer efficacement les ripostes communautaires ». Selon l'Agence, l'approche communautaire constitue un des facteurs de changement efficaces dans la réduction des inégalités d'accès aux soins en atteignant les plus mal desservi·e·s par les services traditionnels. Pourtant, les associations communautaires partenaires de Solidarité Sida et du Fonds Solidarité Sida Afrique se retrouvent confrontées à une accentuation de la raréfaction des fonds disponibles, alors même que leurs files actives sont en croissance constante et qu'elles assurent une prise en charge intégrée – VIH et autres maladies. Et bien que les estimations épidémiologiques de 2022 démontrent clairement que dans la sous-région, les populations les plus vulnérables auxquelles elles portent assistance ont un besoin aigu d'être prises en charge, les OSC souffrent toujours plus drastiquement du manque d'accès aux financements.

Pour aider ces acteur·ice·s majeur·e·s de la riposte à combler le retard vis-à-vis des 3*95 dans la région, tout en poursuivant leur développement, Solidarité Sida, soutenue par la Mairie de Paris et l'Agence Française de Développement, a créé le programme « Autonomisation ».

22

UNE AIDE À LA STRUCTURATION DES ACTIVITÉS

« Autonomisation » est un programme triennal multipays qui agit sur la structuration des associations africaines selon des axes d'interventions personnalisés et définis conjointement avec Solidarité Sida. Elles peuvent ainsi bénéficier :

- d'un diagnostic de leur niveau d'autonomie et de la mise en place d'un plan d'action avec des changements visés ;
- d'un accompagnement sur mesure dans plusieurs domaines (gouvernance, planification stratégique, partenariats, mobilisation de ressources, gestion administrative et financière, ressources humaines, etc.) ;
- de stages et ateliers de partage d'expériences entre partenaires africains ;
- d'un accompagnement (formations, production d'outils) sur la capitalisation, la

communication et le plaidoyer.

À l'issue de 3 ans d'accompagnement, les structures ayant bénéficié du Programme peuvent devenir « Partenaires Associés ». Devenues référentes, elles mettent leur expérience et leurs compétences au service du renforcement de capacités de nouvelles associations en accompagnement, à travers un mentorat technique exigeant et bienveillant. Solidarité Sida appuie, de plus, les Partenaires Associés dans la mise en œuvre d'actions de plaidoyer et de mobilisation en faveur de l'égalité de l'accès au traitement et pour la promotion des DSSR dans la région. Ce plaidoyer participe à la valorisation de leurs expertises en matière de structuration associative et de santé communautaire.

LA POURSUITE DE L'ADAPTATION DE L'ACCOMPAGNEMENT

En 2022, les déplacements et visites auprès des associations partenaires étaient encore difficiles. Malgré les contraintes, Solidarité Sida a poursuivi ses activités d'accompagnement

avec une reprise progressive des déplacements auprès des structures soutenues.

Dans ce contexte post COVID-19, des points téléphoniques réguliers ont permis de suivre les avancées et les difficultés rencontrées. Ces échanges ont permis d'obtenir davantage d'informations sur le contexte géopolitique et sanitaire de la zone.

Le soutien de la Mairie de Paris et de l'Agence Française de Développement a permis de continuer à appuyer les associations dans leur transition numérique, d'autant plus nécessaire au maintien de leurs activités et du Programme. Le mentorat et la réalisation de webinaires ciblés, la mobilisation de professionnel·le·s varié·e·s de Solidarité Sida, ont en outre contribué à garantir un accompagnement au plus près des besoins des partenaires malgré la distance. Les associations ont souligné la qualité et la diversité de l'accompagnement proposé durant cette période. Toutes les associations du Programme se sentent davantage outillées et renforcées pour continuer à travailler

selon ce nouveau schéma, même si une forte demande pour la reprise des missions en présentiel a été émise.

MOBILISER LA JEUNESSE D'AFRIQUE CENTRALE ET DE L'OUEST

Cette initiative fut portée par l'IMRA (Initiative de Mobilisation des Ressources en Afrique), regroupement d'organisations de la société civile africaine ayant acquis le statut de Partenaires Associés après trois ans d'accompagnement du programme Autonomisation, qui se compose de : Espoir Vie-Togo et Le JADE - Pour la Vie ! du Togo, Centre Solidarité Action Sociale (CSAS) de la Côte d'Ivoire, Association Dounia Solidarité + (ADS+) du Burkina Faso, Association Serment Universel (ASU) du Congo Brazzaville et de Bokk Yaakar du Sénégal. Cet événement a permis de mettre en lumière la participation des adolescent·e·s et jeunes dans la

promotion des DSSR et dans la riposte contre le VIH-Sida et les IST en Afrique de l'Ouest et du Centre. Ce fut également une opportunité pour les OSC d'acquérir des compétences en matière de sensibilisation et mobilisation à grande échelle des publics jeunes. Après l'édition commune à Abidjan, certaines des associations ont effectué une restitution de cet événement dans leurs pays respectifs. Fortes de cette expérience enrichissante, les OSC concernées ambitionnent de réitérer l'évènement, dans un format plus important. Malgré des délais courts, ce premier événement a été organisé dans le temps imparti et fut un succès permettant d'engager une dynamique collective sur la valorisation de l'expertise communautaire et la mobilisation des jeunes, puisque près de 1 000 jeunes ont été sensibilisé·e·s. L'ambition serait de réitérer l'évènement, dans un format plus important.

45 578 bénéficiaires d'actions de prévention et prise en charge globale

1000 jeunes ont été sensibilisé·e·s sur la santé sexuelle et reproductive lors de la journée de mobilisation et de plaidoyer (JoMP) menée par des partenaires issus de cinq pays d'Afrique Centrale et de l'Ouest





FORSS, DES OBSERVATOIRES FACE À LA CRISE EN RÉGION MENA

24

La propagation du VIH/sida en région Afrique du Nord Moyen-Orient (MENA) est critique, particulièrement chez les populations les plus vulnérables et marginalisées. L'accès aux services de dépistage et de soins y est limité et les politiques nationales encore trop insuffisantes pour juguler l'épidémie. La région manque d'un système de veille communautaire pour mieux comprendre les dysfonctionnements existants et les besoins des bénéficiaires des services, afin d'y répondre efficacement. C'est en réponse à ce contexte que depuis 2018, Solidarité Sida, ITPC-MENA et leurs partenaires associatifs mettent en œuvre le Programme « FORSS – FORMer, Suivre, Soutenir : mobilisation communautaire pour lutter contre le VIH en région MENA », visant le déploiement d'observatoires communautaires afin de collecter des informations fiables et valides sur l'état et la qualité des services et d'alerter sur les barrières et obstacles d'accès aux soins pour les Personnes Vivant avec le VIH (PVIH) et populations clés.

FORSS est un programme multi-pays soutenu par l'Initiative (Expertise France), et porté en partenariat avec cinq associations locales AGD (Mauritanie), Al Shehab (Égypte), ATP+ (Tunisie), AFE/M-Coalition (Liban) et RdR- Maroc (Maroc).

LA RÉPONSE À UNE SITUATION INQUIÉTANTE

La région MENA possède l'un des taux de prévalence au VIH parmi les plus bas au monde (0,1%). Cependant, la dynamique épidémiologique en fait depuis plusieurs années l'une des régions les plus préoccupantes. Entre 2010 et 2020, les

nouvelles contaminations ont augmenté de 7% alors qu'elles ont baissé de 31% en moyenne dans le monde. Le taux de décès liés au sida, bien qu'enregistrant une baisse conséquente par rapport au début des années 2000, reste tout de même bien au-dessus de la moyenne mondiale. Cela s'explique en grande partie par le fait que cette région possède la couverture en traitements antirétroviraux la plus faible du monde : 43% en 2020, bien

loin des 73% enregistrés au niveau mondial (données ONUSIDA 2020).

Dans une zone où l'épidémie est concentrée dans une partie restreinte de la population, la lutte contre le VIH/sida est insuffisamment considérée comme une priorité de santé publique pour les décideur-se-s de nombreux pays de la région. Malgré des progrès substantiels remarquables dans cette région, le

taux de couverture des services y demeure très faible et les barrières à l'accès à ces services ne sont pas toujours identifiées. Le programme FORSS est né de la conviction de mobiliser la société civile, en particulier les acteur.rice.s communautaires, pour mettre en oeuvre des observatoires chargés de collecter des données qualitatives et quantitatives auprès des populations clés et des personnes vivant avec le VIH, dans les centres de dépistage et de prise en charge. L'objectif ? Mieux comprendre les freins à l'accès à la prévention, au dépistage et à la prise en charge, mesurer la qualité des services proposés et alimenter les stratégies de plaidoyer au niveau local, national, régional et international.

FOCUS 2022

La crise sanitaire COVID-19 a grandement impacté le projet, en ralentissant son avancée pendant près de 2 ans. En outre, le temps de développement de la méthodologie de collecte des données et de recrutement des collecteur.rice.s a pu être sous-estimé, entraînant un retard significatif dans l'administration des questionnaires. Enfin, des ajustements ont été faits dans les différents pays par les associations partenaires et la coordination du Programme, afin que les collectes soient de meilleure qualité. L'accompagnement et le suivi auprès des équipes de collecte a également été renforcé afin de limiter le turn-over des collecteur.rice.s.

Depuis le démarrage du projet, de nombreuses évolutions de contexte ont eu lieu ayant un impact réel sur le bon déroulé du projet. En 2022, malgré une reprise progressive des activités suite à la levée de certaines restrictions liées à la COVID-19, les effets des mesures prises par les gouvernements continuaient à se ressentir pour leur impact sur la vie et les moyens de subsistance des associations et des individus, notamment les

plus précaires et marginalisé-e-s. Concernant la lutte contre le VIH/sida plus précisément, un sondage concernant les programmes soutenus par le Fonds mondial dans 106 pays, a montré que l'interruption de prestations de services en raison de la pandémie de COVID-19 avait affecté 85% des programmes de lutte contre le VIH/sida.

Malgré les contraintes imposées par cette situation exceptionnelle, les associations ont poursuivi et clôturé leurs activités, marquant ainsi la fin d'une première phase de programme.

Les 8 et 9 décembre 2022, un atelier de clôture de la Phase 1 du programme FORSS s'est tenu à Tanger, afin de faire le bilan sur l'ensemble des activités menées et permettre aux associations de capitaliser sur leurs expériences respectives.



RÉSULTATS GLOBAUX DES OBSERVATOIRE

À la fin 2022, 4 observatoires (Égypte, Mauritanie, Tunisie et Maroc) ont ainsi été déployés : 4558 questionnaires, focus groupes et entretiens ont été administrés et validés dans 38 sites de collecte, révélant des premières clés de compréhension des barrières recherchées.

Le déploiement des observatoires s'est accompagné de la mise en œuvre de plusieurs actions de plaidoyer à plusieurs niveaux : formation régionale de journalistes des cinq pays ; atelier de sensibilisation à destination des leaders religieux en Mauritanie ; formations pour des avocat.e.s et actions en justice en Égypte, etc. Des démarches ont également été entamées dans 3 pays (Maroc, Tunisie et Mauritanie) pour l'intégration des observatoires dans les stratégies nationales de lutte contre le VIH/sida, afin de les rendre pérennes.

- **4 observatoires mis en place dans 4 pays**
- **1 étude multi-pays réalisée sur l'impact de la COVID-19 sur l'accès aux services VIH pour les PVVIH et populations clés des 5 pays du projet**
- **4558 questionnaires, focus groupes et entretiens administrés et validés en Égypte, Mauritanie, Tunisie et Maroc**

CHIFFRES CLÉS 2022

4 rapports de progrès rédigés

4 formations nationales à destination de journalistes organisées sur les enjeux liés à la lutte contre le VIH/sida et les problématiques rencontrées par les PVVIH et les populations clés

21 avocat.e.s formé.e.s en Égypte afin de leur donner des clés de plaidoyer concernant l'accès aux services des migrant.e.s et réfugié.e.s vivant avec le VIH

Près de **70** représentant.e.s institutionnel.le.s et communautaires réuni.e.s au Maroc lors de tables-rondes





ACCESS, SOUTIENS D'INITIATIVES INNOVANTES À DESTINATION DES POPULATIONS CLÉS EN RÉGION MENA

En réponse aux enjeux actuels de la lutte contre le VIH/sida au Maghreb et au Moyen-Orient, Solidarité Sida pilote un programme multi-pays (Maroc, Tunisie, Liban) intitulé « Programme ACCESS - Accompagnement de Centres Communautaires en Santé Sexuelle ». Soutenu par la Mairie de Paris, ce programme conjugue trois des principaux savoir-faire de Solidarité Sida : le renforcement de capacités des acteurs communautaires, le développement de synergies entre experts locaux, et le soutien d'activités destinées aux populations clés et vulnérables face au VIH, ces mêmes populations trop souvent exclues du circuit d'accès aux soins et victimes de nombreuses discriminations et stigmatisations.

DES LIEUX D'ACCUEIL DES POPULATIONS EXCLUES DU DROIT ET DES SOINS

ACCESS soutient trois centres communautaires en santé sexuelle et reproductive particulièrement engagés sur leurs territoires et à l'initiative de projets innovants : « Marsa Health center », porté par MARSa à Beyrouth ; le centre « Dar Al Borj », porté par l'ALCS à Marrakech ; le centre « Les Jasmins », porté par l'ATL à Tunis.

Le programme ACCESS regroupe ces trois structures dans un projet commun en vue d'améliorer concrètement l'accès aux soins et aux droits des populations les plus vulnérables, les populations LGBTQI+, les travailleur-se-s du sexe ou les usager-e-s de drogues injectables (UDI). Afin d'endiguer l'épidémie du VIH/sida, le programme agit sur trois leviers : le dépistage, la mise sous traitement et l'éducation thérapeutique ; et appuie sur la valorisation des expertises des associations, en favorisant le partage d'expériences et le

transfert de compétences entre les partenaires sur les thématiques d'expertise de chaque organisation.

UNE REPRISE DES ACTIVITÉS DE DÉPISTAGE ET DE SENSIBILISATION PERMISE PAR LA LEVÉE PROGRESSIVE DES MESURES SANITAIRES RESTRICTIVES

En 2022, avec la levée des restrictions liées à la COVID-19, les associations ont vu leurs activités reprendre et s'accroître, notamment sur le volet de la prévention. Au Liban, le centre Marsa a organisé des séances de sensibilisation dans des écoles et universités, avec une volonté de communiquer non seulement autour des méthodes de protection, mais également sur la question du consentement éclairé. Le centre a également distribué des préservatifs dans des lieux fréquentés par des jeunes ainsi que par les communautés LGBTQI+. En Tunisie, l'association ATL qui gère l'espace les Jasmins accueille en moyenne 480 bénéficiaires par

mois, et anime chaque semaine des activités de sensibilisation et de prévention sur le dépistage, les pratiques à risques, la communication non violente, l'estime de soi, et l'utilisation de matériel de protection. Au Maroc, le centre Al Borj porté par l'ALCS, organise pour les jeunes de 18 à 25 ans des séances d'info-prévention dans les établissements scolaires et universitaires, gérant ainsi des programmes de prévention de proximité destinés aux populations clés. Le centre s'appuie également sur des pairs éducateur.ice.s qui sensibilisent notamment sur les violences basées sur le genre.

1 895 consultations médicale réalisées

7 552 dépistages réalisés

6 744 bénéficiaires pris-es en charge au sein de trois centres

Chiffres clés 2022



INTENSIFIER LA PRÉVENTION EN FRANCE

LA RECETTE SOLIDARITÉ SIDA

28

LA PRÉVENTION MISE EN SCÈNE

En matière de prévention, Solidarité Sida est en quête constante d'innovation. Mettre en scène les messages permet de créer l'adhésion des publics et ainsi favoriser des comportements adéquats en matière de vie affective et sexuelle. Que ce soit sur scène grâce au programme de prévention les « Après-Midi du Zapping » à destination des jeunes lycéen-ne-s et apprenti.e.s, et animé en duo par une chargée de prévention et une comédienne ; ou lors de l'exposition de 400m² « Sex in the City » à Solidays, les équipes abordent de manière positive, humoristique et sans dramatiser les notions fondamentales de prévention.

DES JEUNES POUR S'ADRESSER AUX JEUNES

L'association tire une grande partie de sa force dans le réseau de bénévoles qu'elle a développé. L'équipe prévention est composée d'une trentaine d'entre elles qui animent tout au long de l'année des espaces de prévention, dans les lieux de vie des jeunes, lieux de fêtes ou en milieu étudiant. Ce

rapport d'âge facilite l'échange, fait tomber les tabous et favorise l'identification des publics sensibilisés.

Pour transmettre ces messages de prévention, ces bénévoles sont formé.e.s tout au long de l'année sur une large palette de sujets liés à la sexualité et la santé sexuelle : évolution des traitements VIH, PrEP, cyber-sexisme, LGBTphobies, chemsex ou encore violences sexistes et sexuelles. Les formations sont définies en fonction des besoins identifiés, des retours terrains, ou de l'actualité.

PARTIR À LA RENCONTRE DES PUBLICS

Solidarité Sida privilégie une démarche « d'aller vers », c'est-à-dire ouvrir des espaces de discussion sur la sexualité auprès de jeunes quand ils ne s'y attendent pas. En équipe mobile dans l'espace public, dans des « zones urbaines festives », sur les terrasses de bar LGBTQI+, ou dans les foyers de jeunes travailleur-se-s, les animateur-trice-s de prévention développent une démarche active afin d'impulser les raisonnements et favoriser les questionnements des jeunes. Ce contexte

informel permet de créer des espaces de parole libres où la sexualité et la vie affective sont abordées sans tabous.

LA NOTION DE PLAISIR AU CŒUR DE LA DÉMARCHE

Solidarité Sida promeut une démarche de santé sexuelle globale et intervient sur l'ensemble des champs liés à la santé sexuelle. Dans une démarche positive de prévention, elle offre des espaces de discussion bienveillants, inclusifs et sans jugement dans lesquels tous les sujets de prévention permettant de favoriser l'épanouissement des publics rencontrés sont abordés. Communiquer sur le plaisir, le désir, le rapport à l'autre, le rapport au corps, à la performance, au consentement, avant de parler des risques VIH et IST permet non seulement de libérer la parole sur des sujets parfois tabous, mais aussi de trouver une stratégie de prévention adaptée aux pratiques de chacun-e. Les équipes viennent articuler ensuite les questions de risques sexuels qui peuvent y être associées et informent sur les différents moyens de protections adaptés à la situation individuelle de chacun-e.

2022, SORTIR DE LA CRISE COVID-19

LE RETOUR DU FORMAT ORIGINAL DES « APRÈS-MIDI DU ZAPPING » (AMZ)

Pour maintenir des messages de prévention auprès des jeunes de 15 à 17 ans tout en faisant face à la crise sanitaire de la COVID-19, Solidarité Sida a dès septembre 2021 mis en place une version adaptée des AMZ.

Le format classique a pu être remis en place au second semestre 2022 et fut l'opportunité de réviser l'ensemble du contenu. En effet, en complément de la mise à jour annuelle des chiffres, informations et contenus proposés lors de ces actions de prévention, les équipes prévention de Solidarité Sida ont souhaité faire mention de certaines thématiques et contenus, qui n'étaient pas systématiquement abordés, tels que la PrEP ou bien encore l'asexualité. Les équipes ont retravaillé le discours sur le rapport au corps, à la pornographie et les complexes qui peuvent y être liés, la sérophobie, l'information sur l'IVG, mais aussi le rapport à l'autre et les relations affectives (et notamment les violences verbales et psychologiques au sein de celles-ci). Le format de trois heures composé de deux zappings, deux quiz interactifs et d'un forum santé a fait son grand retour pour le plus grand bonheur des élèves et des équipes pédagogiques.

INTERVENIR POUR LES SPORTIF·VE·S DE HAUT NIVEAU

Pour Solidarité Sida, il semblait nécessaire d'aller à la rencontre de ces jeunes adultes sportif·ve·s de haut niveau, car l'univers du sport est à la fois touché par les discriminations LGBTphobes, mais aussi par le sexisme et les violences sexistes et sexuelles. Il est

nécessaire d'ouvrir des espaces de paroles où la question de la vie affective et sexuelle peut-être débattue pour ces publics. Bien que la performance sportive soit la préoccupation première de ces jeunes, les questions d'affectivité et de santé sexuelle restent des préoccupations importantes pour eux·elles. En effet, les entretiens de prévention réalisés ont montré que les questions de sexisme et la place du corps dans le sport sont au cœur de leurs réflexions. Les faire réfléchir sur les normes édictées des corps dans notre société a un impact sur le bien-être et l'estime de soi.

LES MARAUDES LGBTQI+ : PROMOUVOIR LA PRÉVENTION AUPRÈS DES FSF

Les maraudes LGBTQI+ ont toujours été une action phare chez Solidarité Sida. Régulièrement en collaboration avec les *Sœurs de la Perpétuelle Indulgence - Couvent de Paris*, les bénévoles de Solidarité Sida se retrouvent une fois par mois pour sillonner les bars du Marais et diffuser du matériel de prévention.

La crise COVID-19 avait interrompu cette action et dès que cela fut possible, les équipes se sont à nouveau mobilisées pour faire de la prévention en face à face. Le public LGBTQI+ reste vulnérable face aux IST et au VIH et il est important au regard des nouveaux chiffres de Santé Publique France en matière de transmission de maintenir des espaces de prévention à destination de ces publics. La pratique du chemsex se développant de plus en plus au sein des ces communautés, les équipes prévention de Solidarité Sida sont formées à repérer et agir sur ces problématiques en orientant les publics vers les bonnes structures de prise en charge.

En fin d'année, l'équipe a renforcé son action auprès des femmes ayant des rapports sexuels avec d'autres femmes (FsF), grandes oubliées des campagnes de prévention. En ciblant des bars fréquentés par ces publics, les équipes ont diffusé des informations en matière de santé sexuelle pour réduire le risque d'exposition aux IST, promouvoir les dépistages et prévenir le cancer du col de l'utérus trop souvent induit par l'exposition aux papillomavirus. Les équipes entendent poursuivre cette dynamique dès 2023, ayant observé un changement de la part de cette communauté, davantage réceptive aux messages de prévention. Cela s'explique par l'évolution de la prévention sur les 10 dernières années, celle-ci étant davantage inclusive et attentive aux pratiques et « cultures » différentes en termes de vie affective et sexuelle.

Près de **15 000** jeunes sensibilisé·e·s

97 actions de proximité

60 dates

d'Après-Midi du Zapping

50 000 préservatifs externes distribués

19 000 préservatifs internes distribués

19 000 gels lubrifiant distribués

« LES APRÈS-MIDI DU ZAPPING SONT IMPORTANTS, CONSTRUCTIFS, SYMPAS À ÉCOUTER, TRÈS INFORMATIFS ET DEVRAIENT ÊTRE OBLIGATOIRES POUR LES JEUNES DE NOTRE ÂGE ».

Témoignage d'un élève

SOLIDAYS
L'ÉDITION DE
TOUS LES RECORDS





« LOVE IS BACK » SUR L'HIPPODROME DE LONGCHAMP

Du 24 au 26 juin, 243 022 festivalier·e·s sont venu·e·s célébrer la solidarité en musique et le retour du vivre ensemble. Un record historique de fréquentation qui souligne la place unique qu'occupe Solidays dans l'opinion publique, festival engagé et porteur d'espoir, après 3 ans sans festival.

31

UN FESTIVAL PAS COMME LES AUTRES

Construit sur des valeurs de partage et d'entraide, Solidays donne du sens à la fête et des couleurs à la solidarité. Chaque année, festivalier·e·s, militant·e·s et artistes s'y retrouvent pour nourrir leur quête de sens et partager le plaisir d'être utile et d'être ensemble. Véritable carrefour d'échange, nombreux sont les jeunes qui repartent avec l'envie de s'engager aux côtés de Solidarité Sida, ou bien d'une des associations rencontrées sur le Village Solidarité.

Solidays est aussi un outil performant de lutte contre le sida et la détresse humaine. Grâce à l'enthousiasme solidaire de chacun, de nombreux programmes d'aide aux malades et de prévention sont financés en France et à l'international.

DES RETROUVAILLES PLACÉES SOUS LE SIGNE DE LA JEUNESSE ET DE L'ENGAGEMENT

Pour cette 24^e édition, tous les objectifs ont été atteints, et plus encore. Pour les organisateur·rice·s, c'était le pari de la fête après trois ans d'absence ; pour les festivalier·e·s, le plaisir de retrouver un festival pas comme les autres. Solidays a pu compter sur l'énergie de ses 3 000 bénévoles et des personnalités de tous horizons investies à leurs côtés, pour des retrouvailles définitivement placées sous le signe de la jeunesse et de l'engagement.

Pour célébrer la solidarité en musique, les têtes d'affiche les plus prestigieuses ont assuré le spectacle : Orelsan, Justice, Suzane, Damso ou encore les Black Eyed Peas qui, à l'occasion de leur vingtième anniversaire, auront livré une performance historique.

Dans un élan fédérateur, des personnalités bénévoles ont mouillé le tee-shirt de Solidarité Sida pour remettre l'engagement au devant de la scène. Les festivaliers ont ainsi eu l'heureuse surprise de retrouver Oli, Poulpe, Léa Salamé, Kad Mérad, Charline Vanhoenacker, Laurent Solly, Denis Brogniart, Domingo ou Alexandre Bompard et bien d'autres à la boutique Solidays.

Entraîné par l'esprit de la fête et profitant de ce rayonnement inédit, un appel à la bienveillance, à l'entraide et à la solidarité a été lancé. Le message de Solidarité Sida n'a jamais autant brillé. *Love is back!*

/-*

LA SYNTHÈSE EN CHIFFRES

2,3 millions d'euros

alloués à l'aide aux malades et à la prévention à travers le monde

84 associations

soutenues dans 21 pays

300 000 bénéficiaires

des projets

Près de **15 000 jeunes sensibilisés**

en « face à face » au lycée, en foyer ou dans les rues de Paris





Rapport Financier



LE MOT DU TRÉSORIER



L'année 2022 marque la reprise d'une activité « normale ». En effet, l'édition 2022 du festival Solidays a été un véritable succès avec un record historique de fréquentation : 247 022 festivalier-e-s ont été au rendez-vous du 24 au 26 juin à l'Hippodrome de Longchamp avec une ambiance toujours aussi solidaire, une très belle résonance médiatique, soutenue par l'implication de nombreux influenceur-se-s digitaux-les. L'attachement des jeunes à ce projet solidaire inédit a été palpable tout au long du week-end. En outre, 2022 est aussi l'année de retour du Gala annuel au profit du Fonds Solidarité Sida Afrique. Ce dernier qui s'est tenu en mars 2022 a été une réussite.

Cependant, comme pour beaucoup d'opérateurs de festivals après 3 ans d'interruption, l'organisation de Solidays dans sa version « normale » a dû faire face à de nombreux défis : turn-over lié à la crise, difficulté de monter une programmation artistique éclectique et attrayante avec l'encombrement des reports de concerts et tournées en 2022, secteur en crise, difficulté de certains

prestataires techniques qui peinent à répondre à la forte demande, et des coûts qui s'envolent...

Les enjeux à venir résident dans la capacité de Solidarité Sida à trouver les leviers qui lui permettront de maintenir une équation économique à la hauteur de ses ambitions.

Les ressources résultantes du festival ont permis à l'association de maintenir le niveau de fonds consacrés à l'aide aux malades. De nouveaux projets ont pu être soutenus comme la prévention auprès de jeunes femmes vulnérables en Égypte et dans la banlieue d'Abidjan, ou auprès des enfants et adolescent-e-s vivant avec le VIH au Sénégal. En France, Solidarité Sida a pu également soutenir un nouveau projet à Mayotte, territoire ultra-marin qui, comme la Guyane, est particulièrement touché par le VIH.

2022 marque le retour des actions de prévention (Après-Midi du Zapping, maraudes, visite de foyers de jeunes travailleur-se-s...) par les permanents et bénévoles de l'équipe Prévention dans leur format classique en proximité directes avec les bénéficiaires.

Sur un plan financier, l'année 2022 a permis de dégager des résultats très favorables : des produits de plus de 14 millions d'euros et un résultat net consolidé de 356 K€.

Le bilan de l'association reste très sain avec des fonds propres de plus de 2,2 M€.

Je tiens à féliciter et remercier au nom du Conseil d'Administration l'ensemble des équipes qui ont œuvré pour atteindre ces très bons résultats, que ce soient les permanent-e-s, les bénévoles, les artistes ou nos partenaires.

Très cordialement,

Martin VIAL
Trésorier

COMPTES CONSOLIDÉS DE SOLIDARITÉ SIDA ET DU FONDS SOLIDARITÉ SIDA AFRIQUE

Le résultat net consolidé de l'exercice 2022 s'établit à 356 341 €.

**Le résultat net de Solidarité Sida est de 285 886 €,
celui du Fonds Solidarité Sida Afrique de 70 456 €.**

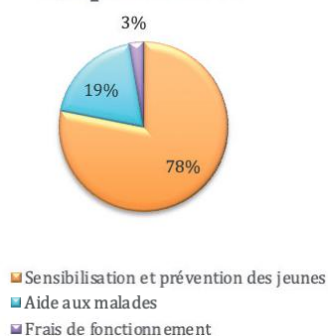
	Réalisé 2022	Réalisé 2021	Réalisé 2019
RESSOURCES	13 937	5 358	11 950
Produits d'exploitation	9 419	100	5 470
Partenariats publics et privés	3 181	3 110	6 066
Aides transversales Covid19	0	1 415	0
Dons, mécénat et cotisations	665	456	411
Autres ressources	672	267	2
EMPLOIS	13 581	5 031	11 313
Sensibilisation et prévention des jeunes	10 608	2 352	7 559
Aide aux malades	2 606	2 333	2 753
<i>A l'International</i>	1 979	1 714	2 269
<i>En France</i>	626	619	484
Mobilisation	0	0	630
Frais de fonctionnement	368	346	371
Résultat net consolidé	356	327	637
<i>Taux de RN consolidé</i>	<i>3%</i>	<i>6%</i>	<i>5%</i>

Remarque : afin d'établir une analyse portant sur des données comparables, l'étude des emplois et ressources 2022 a été effectuée au regard de l'exercice 2019, c'est-à-dire avant la crise COVID qui a fortement impactée les comptes de 2020 et 2021.

LES GRANDS AXES DE GESTION DE SOLIDARITÉ SIDA

LA PRIORITÉ AUX MISSIONS SOCIALES

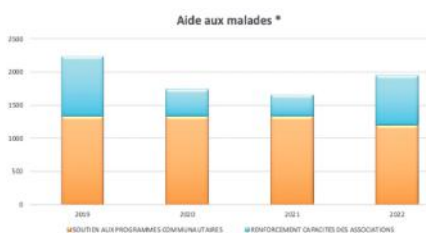
Emplois 2022



En 2022, Solidarité Sida a consacré 97% de ses dépenses aux missions sociales, soit près de 13,2 M€, soit une augmentation de plus de 2,2 M€ par rapport à 2019.

Concernant la prévention auprès des jeunes, grâce aux fidèles soutiens de nombreux partenaires, ce sont près de 15 000 lycéen-ne-s et apprenti-e-s (contre 9 000 en 2019), qui ont pu participer aux « Après-Midi du Zapping » en régions Ile-de-France, Hauts-de-France, Pays de la Loire ainsi qu'à Monaco en 2022 sur une soixantaine de dates (200 à 300 élèves par dates), incluant 10 dates annulées en 2021 et reportées sur 2022.

Plus globalement, les membres de l'équipe Prévention de Solidarité Sida, permanent-e-s et bien entendu bénévoles, ont sensibilisé près de 22 000 personnes via leurs actions sur le terrain, en foyer de jeunes travailleur-se-s, en maraudes dans le quartier du Marais, en milieu festif, etc.



Les fonds consacrés aux programmes d'aide aux malades portés par des associations partenaires s'élève à 1,9 M€

en 2022 soit un niveau comparable à 2020 et 2021 mais inférieur à 2019 (-0,3 M€) qui fut une année marquée par des résultats exceptionnels et par le démarrage du projet FORSS (Programme d'observatoires d'accès aux soins et traitements en région MENA).

A l'International, nos équipes ont accompagné 49 associations dans 20 pays, dans le cadre de l'appel à projet annuel ainsi que les programmes multi-pays d'appui technique en structuration associative ACCESS et Autonomisation. Par ailleurs, 6 associations de la zone Maghreb – Moyen-Orient participent au programme FORSS, soutenu par Expertise France, qui vise la mise en place d'observatoires communautaires d'accès à la prévention et aux soins des populations les plus à risque. 2023, marquera le début d'une nouvelle phase triennale.

En effet, grâce au soutien de l'Agence Française de Développement et de la Ville de Paris, les 2 programmes multi-pays d'appui technique en structuration associative – Autonomisation et ACCESS - ont été menés à destination de 16 associations de lutte contre le VIH/sida en Afrique de l'Ouest, Afrique centrale et Afrique du Nord. Il est à noter que le triennal du programme Autonomisation est arrivé à son terme le 31/12/2022. Le renouvellement de phase a été déposé auprès de l'AFD pour la continuité du programme à compter du 01/01/2023.

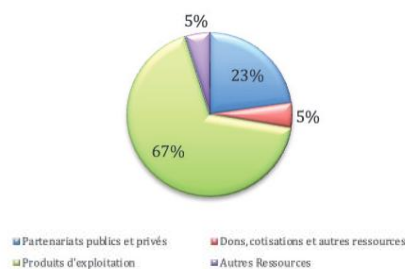
En France, Solidarité Sida a apporté son appui à 34 associations, réparties dans 11 régions (9 métropolitaines et 2 territoires ultra-marins : la Guyane et Mayotte, 2 régions particulièrement touchées), au travers de 50 projets de soutien aux personnes vulnérables et de sensibilisation.

Le programme des « Aides d'urgence », dédié à l'accompagnement de personnes malades en situation de grande précarité, a permis de soutenir plus de 300 familles.

Une centaine de malades étrange-e-rs ont également bénéficié d'un appui juridique dans leurs démarches pour l'obtention d'un titre de séjour pour soins et l'ouverture des droits afférents.

L'EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE AU SERVICE DE L'UTILITÉ SOCIALE

Ressources 2022

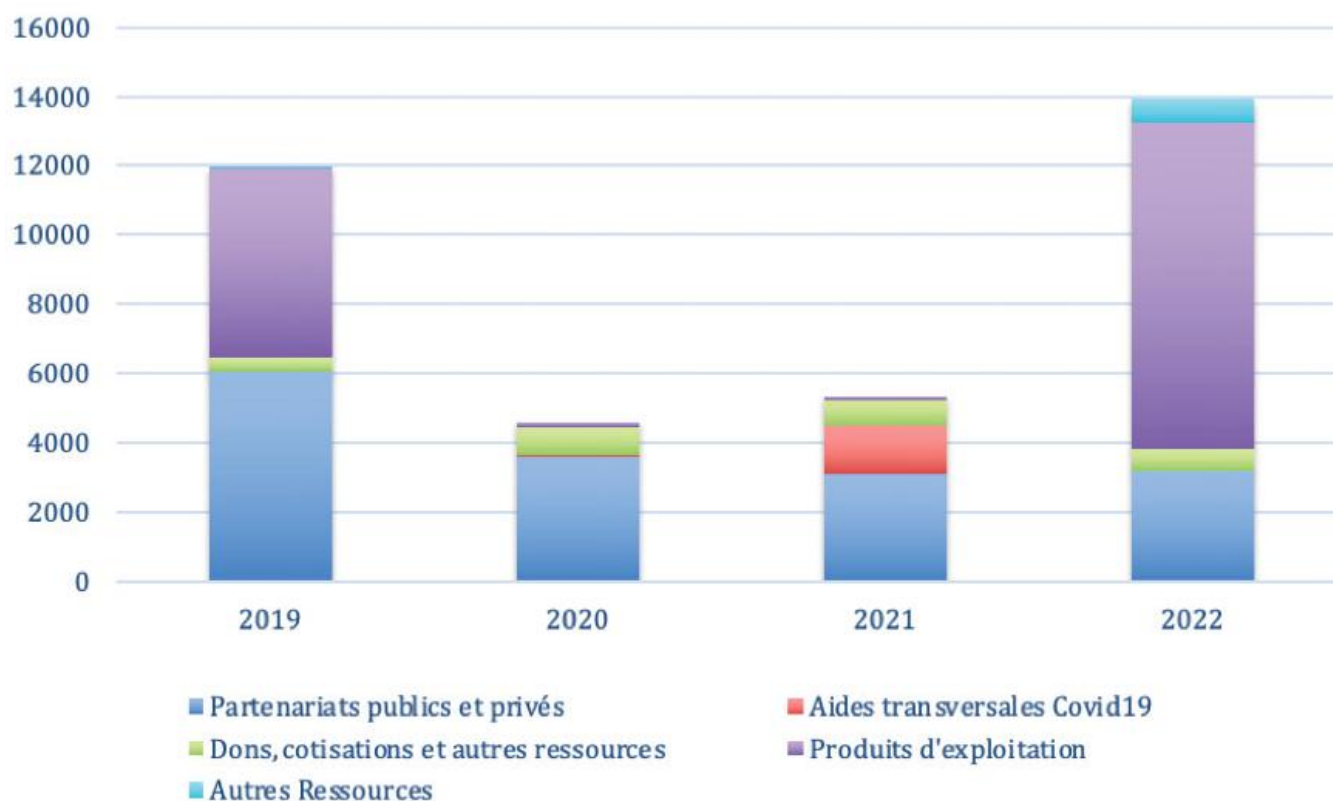


En 2022, Solidarité Sida maintient son modèle unique dans le secteur de l'économie sociale et solidaire. La réalisation des ambitions en termes de sensibilisation, de prévention et d'aide aux malades passe par le développement des produits d'exploitation issus des différentes initiatives organisées par l'association, en premier lieu le festival Solidays. Ainsi, les produits d'exploitation représentent en 2022 près de 67% des ressources de l'Association.

La part des partenariats publics dans le budget de l'association reste stable. Les dons sont issus des opérations Rubans Rouges menées grâce à la mobilisation de plus de 400 bénévoles dans les salles de concert à Paris et en région d'une part, et d'autre part, lors du festival.

Enfin, un produit exceptionnel de 500 K€ a été constaté en 2022 et résulte de la reprise de provision de 2020 correspondant aux détenteur-ric-e-s de billets n'ayant pas manifesté leur intention de remboursement ou d'abandon. Cette reprise était conditionnée à la réalisation d'une nouvelle édition.

Ressources



Le modèle économique de Solidarité Sida repose aussi sur la capacité de l'association à fédérer autour de son projet. Les équipes de l'association consacrent une énergie importante à fidéliser une chaîne de soutiens solidaires sans lesquels le projet ne pourrait nourrir autant d'ambitions. Grâce à l'engagement des bénévoles et des agences et prestataires solidaires qui accompagnent l'association, l'activité globale de Solidarité Sida peut être valorisée à près de 17M€, dont près de 4M€ de contributions volontaires en nature.

L'EXIGENCE DE RIGUEUR ET DE TRANSPARENCE

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2022 ont fait l'objet d'une certification par le cabinet PKF Arsilon, commissaire aux comptes.

La certification atteste que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association Solidarité Sida et du Fonds Solidarité Sida Afrique à la fin de l'exercice.

Les états financiers ont été établis et présentés conformément aux règles comptables.

AUTRES INFORMATIONS RÉGLEMENTAIRES

L'Association Solidarité Sida applique depuis le 1er janvier 2020 le règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Il est à noter que

les comptes de l'association n'ont pas fait l'objet de changement de méthode comptable.

Les états financiers des deux Associations ont été préparés sur la base de la continuité. Il n'y a pas d'événements postérieurs à la clôture impactant les comptes arrêtés au 31 décembre 2022. Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable ni de modifications intervenues dans la présentation des comptes annuels.

COMPTE DE RÉSULTAT & BILAN

Le résultat de l'exercice 2022 de 285 K€ résulte de plusieurs éléments exceptionnels : côté produits, avec une reprise de provision issue de la billetterie 2020 pour 500 K€, et côté charges, la constatation du remboursement de subvention auprès de l'AFD et d'Expertise France pour une sous-consommation de près de 200 K€ dans le cadre des programmes triennaux AUTO et FORSS. Cette sous-consommation s'explique en grande partie par le ralentissement lié à la crise sanitaire mondiale COVID19.

Compte de résultat 2022 - Période du 1er janvier au 31 décembre (en euros)

Charges	Exercice 2022	Exercice 2021	Produits	Exercice 2022	Exercice 2021
Achats de marchandises	113 123	10 461	Produits d'exploitation	8 934 223	431 538
Achats de marchandises	106 027	6 456	Ventes de marchandises	6 595 026	27 356
Variations de stocks	7 095	4 005	Ventes de services	2 339 197	404 182
Consommation en provenance des tiers	8 998 741	1 435 781	Subventions	2 590 731	4 239 366
Achats services extérieurs	8 998 741	1 435 781	Autres produits	470 898	490 669
Impôts, taxes et versement assimilés	45 281	40 514	Dons	146 707	31 968
-	-	-	Mécénat	272 263	403 946
Charges de personnel	2 141 721	1 827 245	Cotisations	33 805	10 395
Salaires	1 537 184	1 259 010	Autres produits	18 123	44 360
Charges sociales	604 537	568 235	Produits financiers	2 355	678
-	-	-	Produits exceptionnels	12 453	212 792
Dotation aux amortissements et provisions	2 607	42 421	Reprise de provision & transfert de charges	1 275 118	559 018
-	-	-	Résultat Net Crédeur	285 886	278 947
Engagement à réaliser sur exercices antérieurs	95 657	997 065	Résultat Net Débiteur	1 275 118	559 018
-	-	-	TOTAL GENERAL en Euros	13 285 777	5 934 061
Autres charges	1 586 877	1 253 460			
Soutien aux associations	1 021 049	1 248 929			
Autres charges	565 828	4 531			
Charges financières	-	166			
Charges exceptionnelles	15 884	48 002			
Résultat Net Crédeur	285 886	278 947			
TOTAL GENERAL en Euros	13 285 777	5 934 061	TOTAL GENERAL en Euros	13 285 777	5 934 061

Les fonds propres s'établissent à 2,2 M€ et permettent une certaine sérénité à l'aune de 2023. Les dettes fournisseurs inscrites au bilan ont des échéances inférieures à 1 an. Les autres dettes intègrent les enveloppes de soutiens aux associations partenaires octroyées en 2022.

Bilan 2022 - Période du 1er janvier au 31 décembre (en euros)

Actif	Exercice 2022	Exercice 2021	Passif	Exercice 2022	Exercice 2021
Immobilisation	481 766	458 521	Fonds associatifs et réserves		
Immobilisations incorporelles	35 195	35 195	Autres réserves	660 000	660 000
Immobilisations corporelles	28 649	31 225	Report à nouveau	1 300 455	1 021 508
Immobilisations financières	417 922	392 101	Résultat de l'exercice	285 886	278 947
Stocks	8 981	911	Fonds Propres	2 246 341	1 960 455
Stocks de marchandises	8 981	911	Fonds Dédiés	328 990	997 065
Avances et Acomptes	-	-	Provisions	-	505 330
Avances et acomptes versés	-	-	Autres Dettes financières (dépôts reçus)	-	-
Créances	1 917 780	2 353 293	Dettes fournisseurs	534 148	228 693
Clients et Comptes rattachés	636 843	172 852	Fournisseurs	162 216	140 982
Autres créances	1 280 937	2 180 441	Factures non parvenues	371 932	87 710
Valeurs mobilières de placement	-	-	Dettes fiscales et sociales	297 869	213 716
Sicav et Certificat de Dépôt	-	-	Autres dettes	367 733	788 472
Disponibilités	2 035 581	2 901 036	Autres dettes	326 990	174 068
Banque	2 013 887	2 892 066	Fonds engagés à verser	40 743	614 404
Caisse	21 694	8 971	-	-	-
Charges constatées d'avance	13 514	338 763	Produits constatés d'avance	682 540	1 358 794
TOTAL GENERAL	4 457 622	6 052 525	TOTAL GENERAL	4 457 622	6 052 525

ANNEXES : LES PROGRAMMES SOUTENUS

BÉNIN

Racines (Cotonou)

Dépistage et prise en charge globale des couches les plus vulnérables et des personnes vivant avec le VIH dans les communes de Cotonou et Savalou - Promotion d'une sexualité responsable auprès des jeunes apprentis et élèves de 15 à 24 ans

BURKINA FASO

ABS - Association Burkinabé de Solidarité (Bobo-Dioulasso)

Projet d'accompagnement psychosocial des personnes vivant avec le VIH dans le district sanitaire de N'Dorola en 2022 au Burkina Faso

ADS - Dounia Solidarité+ (Ouagadougou)

Renforcement de l'accompagnement médical et socio-économique au profit des PVVIH les plus nécessiteux de l'arrondissement de Boulmiougou au Burkina Faso

ADT - Association Dispensaire Trottoir (Bobo-Dioulasso)

Centre convivial jeunes, prévention de la transmission du VIH/SIDA et de la santé de la reproduction chez les jeunes scolaires et non scolaires de la ville et des villages environnants de Bobo-Dioulasso - Projet d'appui aux personnes infectées par le VIH/SIDA pour une meilleure prise en charge médicale et contribution à la prévention de la transmission mère enfant du VIH

ALUBJ - Association Liaison Universelle (Ouagadougou)

Renforcement des actions préventives et du suivi médical au profit de jeunes filles en situation de vulnérabilité face aux IST/VIH/SIDA

CAMEROUN

AFASO - Association des Femmes Actives et Solidaires (Yaoundé)

Prise en charge de qualité par un renforcement de l'accompagnement psychosocial des membres de l'AFASO et autres PVVIH

Alternatives-Cameroun (Douala)

Cascade 22 - ONLINE 22

Colibri (Bafoussam)

Prise en charge des IST/VIH/SIDA auprès des (MSM/TG)

MEJ - La Maison des Enfants et des Jeunes de Bafou (Dschang)

« Sauver les nouvelles générations »

SWAA Littoral - Society for Woman and Aids in Africa (Douala)

Optimisation des soins des personnes vivant avec le VIH afin d'atteindre les objectifs de l'ONUSIDA - Pérennisation des actions de préventions primaire et secondaire du VIH et des IST auprès des travailleurs de sexe, des déplacés et usagers des drogues - Renforcement de la prévention auprès des adolescents des établissements d'enseignement secondaire et les jeunes suivis au Centre par l'éducation globale à la sexualité, la sensibilisation, le dépistage du VIH et autres IST

CÔTE D'IVOIRE

C.SAS - Centre Solidarité et Action Sociale (Bouaké)

Programme Autonomisation

COVIE - ONG Conscience et Vie (Dabou)

Projet de renforcement du dépistage des IST/VIH/SIDA et de prise en charge clinique, psychosociale et juridique dans le district sanitaire de Dabou sur 12 mois dans une population de 1020 TS

ONG Hêrê (Sassandra)

Ralentir la croissance de VIH chez les adolescents et populations jeunes (15-24 ans) en optimisant l'accès à l'auto-dépistage et la PrEP

RSB - Renaissance Santé Bouaké (Yamoussoukro)

Projet d'hébergement temporaire, de conseils diététiques et à l'observance au traitement des PVVIH y compris ceux en réplcation virale

USV - Association Unis pour Sauver des Vies (Bouaflé)

Projet « JEUNES POUR JEUNES » ou Prévention de la transmission des IST/VIH/sida chez 400 jeunes vulnérables âgé.e.s de 15 à 24 ans et 100 professionnelles du sexe dans le district sanitaire de Bouaflé en Côte d'Ivoire

ÉGYPTE

AL SHEHAB (Le Caire)

Observatoire communautaires sur la qualité des services de santé pour les PVVIH et populations clés en Egypte

FRANCE

Acceptess-T (Paris)

Aide aux besoins de premières nécessité à destination des personnes transgenres - Hébergement et prise en charge médico-sociale des PVVIH

ADER (Cayenne)

Aide aux besoins de premières nécessité auprès des personnes migrantes vivants avec le VIH

ALS (Lyon)

Aide aux besoins de premières nécessité des PVVIH Hébergement et prise en charge médico-sociale des PVVIH

AMAV - CHU de Tours (Tours)

Aide aux besoins de premières nécessité auprès des personnes migrantes vivants avec le VIH

Appui santé Loiret (Tours)

Aide aux besoins de premières nécessité auprès des personnes migrantes vivants avec le VIH

ARAP - Rubis (Nîmes)

Aide aux besoins de premières nécessité auprès des travailleur.euse.s du sexe - Hébergement et prise en charge médico-sociale des travailleur.euse.s du sexe

ASAV - Association Sociale Alsace VIH

Aide matérielle d'urgence aux PVVIH en situation de grande précarité, d'éviter toute forme d'exclusion sociale compromettant la prise en charge thérapeutique.

Aract

Accompagnement juridique des travailleur.euse.s du sexe latino-américain.e.s en situation de précarité administrative - Aide aux besoins de premières nécessité des PVVIH

ASUD Mars Say Yeah (Marseille)

Aide aux besoins de premières nécessité auprès des personnes usagères de drogue - Hébergement et prise en charge médico-sociale de personnes usager.ère.s de drogue

Aurore Mijaos (Paris)

Hébergement et prise en charge médico-sociale des PVVIH

Autres Regards (Marseille)

Aide aux besoins de première nécessité de 50 TS - Hébergement d'une dizaine de TS

Basiliade (Lyon)

Aide aux besoins de premières nécessité auprès des travailleur.euse.s du sexe - Hébergement et prise en charge médico-sociale de travailleur.euse.s du sexe

Basiliade Chemin Vert (Paris)

Accompagnement juridique des personnes migrantes vivants avec le VIH en situation de précarité administrative - Aide aux besoins de premières nécessité auprès de jeunes migrants LGBTQI+ en situation de grande vulnérabilité - Aide aux besoins de premières nécessité des PVVIH - Hébergement et prise en charge médico-sociale de jeunes migrants LGBTQI+ en situation de grande précarité - Hébergement et prise en charge médico-sociale des PVVIH

Basiliade Lyon

Aide aux besoins de premières nécessité des PVVIH - Hébergement et prise en charge médico-sociale des PVVIH

Basiliade Uraca

Aide aux besoins de premières nécessité auprès des personnes migrantes vulnérables ou vivants avec le VIH - Hébergement et prise en charge médico-sociale de femmes PVVIH

BUS 31/32 (Marseille)

Aide aux besoins de premières nécessité auprès des personnes usagères de drogue

Cabria (Lyon Cedex 01)

Aide aux besoins de premières nécessité auprès des travailleur.euse.s du sexe - Hébergement et prise en charge médico-sociale de travailleur.euse.s du sexe

Comité des Familles (IDF)

Accompagnement médico-social des personnes concernées par le VIH et sensibilisation sur la santé sexuelle.

Dessine Moi Un Mouton (Paris)

Aide aux besoins de premières nécessité à destination des jeunes et femmes avec enfants vivant avec le VIH

Entr'Aides Guyane (Cayenne)

Aide aux besoins de premières nécessité des PVVIH

Entr'AIDSida Limousin (Limoges)

Aide aux besoins de premières nécessité des PVVIH

Envie (Montpellier)

Aide aux besoins de premières nécessité auprès des personnes migrantes vivants avec le VIH - Hébergement et prise en charge médico-sociale de personnes migrantes PVVIH

Grisélidis (Toulouse)

Aide aux besoins de premières nécessité auprès des travailleur.euse.s du sexe - Hébergement et prise en charge médico-sociale de travailleur.euse.s du sexe

Ikambere (Saint-Denis)

Aide aux besoins de premières nécessité à destination des femmes migrantes vivant avec le VIH - Hébergement et prise en charge médico-sociale de femmes migrantes vivant avec le VIH

L'Arbre Fromager (Cayenne)

Aide aux besoins de premières nécessité à destination des femmes en situation de vulnérabilité - Hébergement et prise en charge médico-sociale de femmes vulnérables

La Case (Bordeaux)

Hébergement et prise en charge médico-sociale de travailleur.euse.s du sexe

Le Bus des femmes (Paris)

Aide aux besoins de premières nécessité auprès des travailleur.euse.s du sexe - Hébergement et prise en charge médico-sociale de travailleur.euse.s du sexe - Aide aux besoins de premières nécessité auprès des jeunes usager.ères.s de drogue

Nariké M'Sada (Mayotte)

Association de santé communautaire de lutte contre le sida. Promotion d'une meilleure santé sexuelle et reproductive de la population à Mayotte.

Nouvelle Aube (Marseille)

Association communautaire, axée sur la pair-éducation entre jeunes en situation de précarité et de risques.

PASTT (Paris)

Aide aux besoins de premières nécessité à destination des personnes transgenres - Hébergement et prise en charge médico-sociale de personnes transgenres

Proses (Montreuil)

Aide aux besoins de premières nécessité auprès des personnes usagères de drogue - Hébergement et prise en charge médico-sociale de personnes usagères de drogue

Réduire les Risques (Montpellier)

Aide aux besoins de première nécessité de 41 femmes usagères de drogues - Hébergement de 8 femmes usagères de drogues

RE-VIH Mulhouse

Aide aux besoins de premières nécessité des PVVIH en grande précarité

Réduire les risques

Aide aux besoins de premières nécessité auprès des femmes usagères de drogue - Hébergement et prise en charge médico-sociale de femmes usagères de drogue

Réseau Santé Marseille Sud (Marseille)

Aide aux besoins de premières nécessité des PVVIH en grande précarité - Hébergement et prise en charge médico-sociale de PVVIH et de leur famille

Sociale Alsace VIH (Strasbourg)

Aide aux besoins de premières nécessité des PVVIH en grande précarité

Sol En Si (Bobigny)

Aide aux besoins de premières nécessité des PVVIH et de leurs familles

Sol En Si (Marseille)

Aide aux besoins de premières nécessité à destination des mères infectées par le VIH

INDE

DNP+ (New Delhi)

Projet de prise en charge des personnes usagères de drogue vivant avec le VIH dans la ville de New Delhi et ses environs. («*Treat and retain Delhi*»).

LIBAN

AFE MENA / M Coalition (Beyrouth)

Encourager et soutenir la santé sexuelle et les droits humains en région MENA à travers le renforcement de capacités, le partage de connaissance et protection et le plaidoyer.

M COALITION (Beyrouth)

Observatoire communautaire sur la qualité des services de santé pour les PVVIH et populations clés au Liban

MARSA (Beyrouth)

Centre de santé sexuelle MARSA : prise en charge médicale et psychosociale des LGBTQI+

MADAGASCAR

AINGA / AIDES (Antananarivo)

Éducation par les pairs pour les personnes détenues et usagères de drogue par injection

MALI

AKS Kéné Dougou Solidarité (Sikasso)

Réduire la mortalité et la morbidité chez les adultes et les enfants vivant avec le VIH grâce à un meilleur accès au traitement, aux soins et au soutien des personnes vivant avec le VIH - Améliorer l'Accès des Travailleuses du Sexe aux services de prévention, de dépistage et de soins de l'infection à VIH à Sikasso au Mali

MAROC

100% Mamans (Tanger)

Approche globale de proximité auprès des mères célibataires et jeunes vulnérables de santé reproductive, de prévention de grossesse non désirée et de transmission du VIH/SIDA dans la ville de Tanger

AHSUD (Tanger)

Projet d'accompagnement psychosocial des personnes usagères de drogues

ALCS (Marrakech)

Centre de santé sexuelle pour les populations clés - Dar Al Borj

ASCS - Association Sud Contre le Sida (Agadir)

Prévention de proximité auprès des jeunes

ITPC - MENA (Marrakech)

Accompagnement à la mise en place des observatoires communautaires sur la qualité des services de santé pour les PVVIH et populations clés en région MENA

RDR MAROC (Nador)

Projet d'accompagnement psychosocial à la reconstruction du projet de vie des usagers de drogue injectable au sein du pôle communautaire du Centre d'addictologie de Nador

RDR MAROC (Tanger)

Observatoire communautaire sur la qualité des services de santé pour les PVVIH et populations clés au Maroc

MAURITANIE

AGD (Nouakchott)

Observatoire communautaire sur la qualité des services de santé pour les PVVIH et populations clés en Mauritanie

NIGER

ANLCDI (Niamey)

Programme de prévention des jeunes scolaires et universitaires sur la consommation de drogues et les IST/VIH/Sida

MVS - Mieux Vivre avec le sida (Niamey)

Prise en charge médicale et psychosociale des personnes infectées et/ou et/ou affectées par les IST/VIH-Sida suivies au niveau de MVS

NIGÉRIA

Centre for the Right to Health (Abuja)

Consolidating Mobile Health Care Delivery and Education for Persons living with HIV and other Vulnerable Populations in Nigeria (Health on Wheels)

RDC

AFIA SANTE (Isiro)

Support médical et psychosocial aux couples mères-bébés et partenaires dépistés VIH+ dans les sites PTME décentralisés de la zone sanitaire rurale d'Isiro

SOS SIDA (Bukavu)

Centre MEDICO-SOCIAL SOLIDAIRE (CMS)

RÉPUBLIQUE DU CONGO

ASU - Association Serment Universel (Brazzaville)

Tobikisa Mwana - Dépistage et prise en charge globale des femmes séropositives en grossesse et allaitantes à Dolisie

AVENIR POSITIF (Pointe Noire)

Améliorer la qualité de vie des PVVIH par une prise en charge médicale, psychologique, sociale, nutritionnelle, économique et juridique.

AZUR Développement (Brazzaville)

Protection des filles contre les IST, le VIH/SIDA et les violences basées sur le genre dans le département de la Bouenza

RUSSIE

ARF - The Andrey Ryikov Foundation for Health and Social Justice (Moscou)

Moscow Harm Reduction Project 2022

SÉNÉGAL

AJD PASTEEF (Dakar)

Approche Participative de Prévention du VIH chez les jeunes de 15 à 24 ans

BOKK YAKAAR (Fatick)

Projet d'assistance et de soutien aux PVVIH de la région rurale de Fatick

ONG Espoir pour l'Enfance - EPE (Ziguinchor)

Promouvoir et protéger les droits de l'enfant en situation de vulnérabilité. Participer à la prévention et à la lutte contre toute forme de maladie affectant particulièrement les enfants

TOGO

AAEC - Afrique Arc en Ciel (Lomé)

ACCESS - IN (Accès aux services de soins et de prise en charge du VIH pour les HSH des villes de l'intérieur du Togo)

AST - Action Santé pour Tous (Baguida / Djagblé)

Appui à la prise en charge globale des PVVIH dans la banlieue Est de Lomé - Centre Jeunes au Togo : renforcement et développement des activités socio-éducatives et de promotion de la santé sexuelle

CRIPS - TOGO (Noépé)

Offre des services de prévention combinée aux adolescent.e.s et jeunes de moins de 25 ans dans les Préfectures de l'Avé et d'Agoè-Nyivé

EVT - Espoir Vie Togo (Aného)

Projet d'intensification de la prise en charge des PVVIH, OEV et HSH dans la ville d'Aného et ses environs

Le JADE - Pour la Vie ! (Lomé)

Prévention de la transmission des IST/VIH et des grossesses non désirées chez les jeunes scolaires et extrascolaires dans la commune de Lomé - Projet de soutien médical aux personnes vivant avec le VIH/Sida à Lomé

TUNISIE

ATL (Tunis)

Les Jasmins: centre de prise en charge médicale et psychosociale dédié aux femmes usagères de drogues

ATP + (Tunis)

Observatoire communautaire sur la qualité des services de santé pour les PVVIH et populations clés en Tunisie

UKRAINE

ALLIANCE GLOBAL (Kiev)

Soutien et accompagnement des HSH séropositifs

KCCF BLAGO - KHARKIV CITY CHARITABLE FOUNDATION (Kharkiv)

Accompagnement médical et psychosocial des TS



16bis avenue Parmentier
F-75011 PARIS

Tel : +33 1 53 10 22 22

www.solidarite-sida.org